

Attaque meurtrière au couteau dans un lycée. Nantes sous le choc

PAGES 8-9

Originaire de Rafah, Riad Rashwan, 35 ans, habite dans la ville de Gaza avec sa famille. PHOTO FARAH ALSHRAFI

Libération

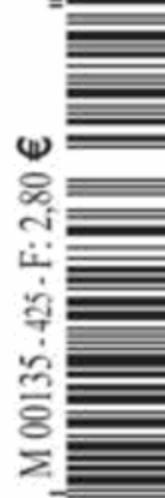
TÉMOIGNAGES À GAZA, LES BOMBES, LA TERREUR, LA FAIM

Dans un territoire dévasté, privé d'aide humanitaire et toujours interdit aux médias internationaux, des Gazaouis racontent à «Libération» leur quotidien rythmé depuis un an et demi par les frappes israéliennes. **PAGES 2-5**

(PUBLICITÉ)

Nuits sonores[®]

28 mai — 1^{er} juin 2025 22^e édition Lyon nuits-sonores.com



ÉDITORIAL

Par
ALEXANDRA SCHWARTZBROD

Abandonnés

Enfermés, affamés, bombardés par l'armée israélienne, les Palestiniens de Gaza ne savent plus à qui s'en remettre. Le droit international ? Il ne peut rien tant que les Etats-Unis continuent à soutenir Nétanyahou. L'Europe ? Elle est divisée, donc impuissante. Les dirigeants arabes ? Ils tergiversent, tirailles entre l'émotion qu'ils perçoivent au sein de leurs populations en faveur des Palestiniens et leur besoin de rester connectés aux Etats-Unis. L'Autorité palestinienne ? Elle n'a plus aucun crédit auprès de son peuple. Le Hamas ? Il abandonnera les civils aux bombardements israéliens jusqu'au dernier avant de rendre les armes. Les Palestiniens de Gaza (mais aussi ceux de Cisjordanie, harcelés, chassés et tués par les colons et les militaires israéliens) sont seuls au monde. Personne ne veut d'eux et la plupart préfèrent mourir plutôt que de quitter le sol sur lequel ils sont nés. «Terre de désespoir», «charnier»... les mots sont chaque mois plus désolants pour qualifier la situation de cette enclave que Benyamin Nétanyahou a décidé d'écraser dans son entièreté, officiellement pour éradiquer le Hamas, en réalité pour garder le soutien de ses ministres d'extrême droite, des suprémacistes qui rêvent de voir Gaza vidée de ses habitants par tous les moyens possibles, et ainsi garder le pouvoir. Quel recours reste-t-il si le droit et les Etats ne peuvent ou ne veulent pas bouger ? La mobilisation populaire, si elle était massive, dans le monde entier, pourrait avoir un impact. Mais aussi et surtout un changement de gouvernement en Israël. De Jérusalem à Tel-Aviv, des réservistes commencent à déposer les armes ; des hauts responsables, tel le chef du Shin Bet, balancent les turpitudes de Nétanyahou, des femmes et des hommes réclament chaque soir la fin d'une guerre qu'ils jugent désormais «inutile». Mais ce n'est pas suffisant. La tragédie c'est que plus les jours passent, plus le fossé se creuse entre deux peuples bien plus proches qu'il n'y paraît et qui ne veulent plus entendre parler l'un de l'autre. ♦

GAZA SOUS LES BOMBES

«Est-ce qu'on va mourir cette nuit ?»

Frappes incessantes, logements détruits, difficultés d'accès à la nourriture, à l'eau et aux soins... Un an et demi après le début de l'offensive israélienne, des habitants de l'enclave palestinienne racontent dans «Libération» leur vie quotidienne.

Par

**ABEL BERTHOMIER,
LILY CHAVANCE
et SAMUEL RAVIER-
REGNAT**

Photos

FARAH ALSHRAFI

Dix-neuf mois en enfer. Plus d'un an et demi après le début de l'offensive israélienne dans la bande de Gaza, les 2 millions d'habitants de l'enclave palestinienne sont toujours pris au piège. Une guerre qui se déroule à huis clos : l'Etat hébreu interdit aux journalistes internationaux d'entrer et de travailler dans la bande de Gaza.

A défaut de pouvoir y effectuer des reportages, il reste pour les médias la possibilité d'entendre ou de lire des témoins sur place, en communiquant avec eux par téléphone – quand l'accès à l'électricité et à Internet le permettent – et de retranscrire leurs paroles. *Libération* s'est entretenu avec une dizaine d'habitants de l'enclave, qui racontent le quotidien d'une vie sous les bombes, les déplacements à répétition, la quête d'un refuge, l'usure de cette guerre dont personne ne voit la fin, et la lutte per-

pétuelle pour trouver de quoi se nourrir ou se soigner, alors que l'enclave manque de tout.

Vivre sous les frappes

«Nous ne pouvons pas nous habituer aux bombes»

Les premières bombes israéliennes sont tombées sur Gaza le 7 octobre 2023, quelques minutes après le massacre perpétré par le Hamas. Elles n'ont pas cessé d'exploser depuis, ou à peine, lors des deux courtes trêves entre l'Etat hébreu et le groupe islamiste, en novembre 2023 puis au début de l'année 2025. «Les bombardements sont devenus notre fond sonore, dit Riad Rashwan, qui travaille pour l'ONG Secours islamique France. *Les drones bourdonnent sans cesse, les avions militaires passent au-dessus de nous, souvent suivis de frappes.*» Riad Rashwan a 35 ans, il est originaire de Rafah, mais il «habite» désormais la ville de Gaza, dans le nord de l'enclave, avec sa femme et ses enfants. «La nuit, les enfants sursautent au moindre bruit, raconte-t-il. Ma fille

de 8 ans ne dort plus vraiment. Elle se réveille en pleurant, en me demandant : «Est-ce qu'on va mourir cette nuit ?»» A Deir el-Balah, quelques kilomètres plus au sud, Salma Kaddoumi, photographe de 34 ans, décrit la même angoisse permanente. «Nous ne pouvons pas nous habituer aux bombes. Nous sommes effrayés.» Elle allume la caméra de son téléphone et montre la scène qui se déroule sous ses yeux, dans la cour de l'hôpital Al-Aqsa où elle a trouvé refuge : des hommes paniqués qui transportent en courant un corps retenu par un linge ensanglé, qu'une ambulance a transporté jusque-là. Des bruits de sirène.

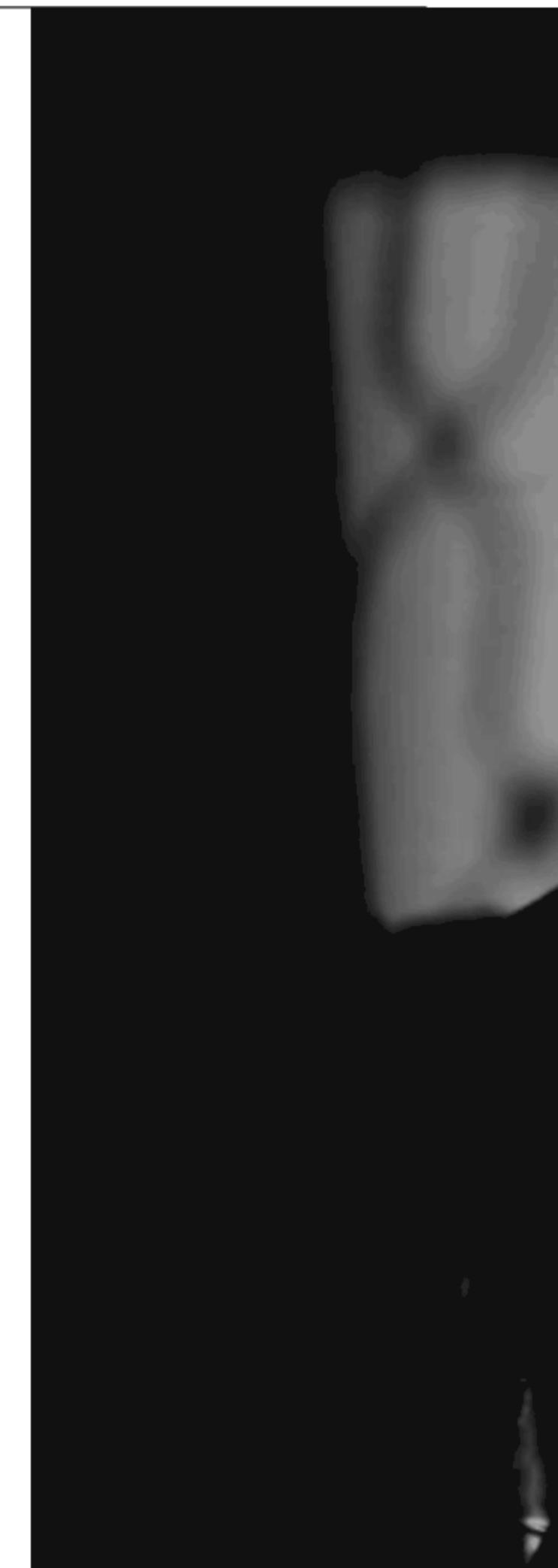
A Gaza, il n'y a plus de combats dans les rues : c'est une guerre asymétrique, venue du ciel. Les habitants interrogés disent ne pas croire d'hommes en armes. Selon les chiffres des autorités palestiniennes – jugés fiables par les organisations internationales –, au moins 51000 personnes ont été tuées par les bombardements israéliens depuis octobre 2023. Beaucoup de corps sont ensevelis dans les décombres. «Mon oncle, mes tantes, mes cousins, ont été tués en décembre 2023. Nous n'avons pas pu récupérer

leur corps, car le matériel utilisé pour les extraire a été détruit», témoigne Rami al-Shrafi, 46 ans. «On ne voit pas souvent les soldats israéliens, mais on ressent leur présence. On entend parler des chars, des avancées militaires, des zones interdites, reprend Riad Rashwan. Et surtout, on voit les corps. Trop de corps.»

S'abriter

«Le déplacement est une traversée semée de terreur»

Plus d'un an et demi après le début des bombardements, la majeure partie de l'enclave palestinienne a été rasée. En octobre 2024, les Nations unies estimaient déjà que plus de 60 % des bâtiments y avaient été détruits. Rami al-Shrafi, qui travaille comme journaliste pour une radio palestinienne, vit avec sa famille dans «une petite tente installée sur des ruines» dans le camp de réfugiés de Jabalia. «Il n'y a pas de murs ni de toit. Sous nos pieds, de la poussière et des décombres. Nous n'avons plus d'intimité», rapporte-t-il. Ziad Medoukh, professeur de français à l'université





a dû changer trois fois de logement dans la ville de Gaza, puis à Khan Younès, Rafah, et Deir el-Balah.

Al-Aqsa, a trouvé refuge depuis près de six mois dans un immeuble détruit de la ville de Gaza, avec une cinquantaine d'autres personnes. «On a couvert les fenêtres avec des morceaux de carton pour se protéger du froid ou de la chaleur», explique-t-il.

L'enseignant de 59 ans n'a jamais quitté la «capitale» gazaouie depuis le début de la guerre – un cas rare. La plupart des habitants de l'enclave se sont déplacés à de multiples reprises, au gré des bombardements et des ordres d'évacuation émis par l'armée israélienne. L'ONU estime à 1,9 million – soit environ 90% de la population – le nombre de personnes déplacées sur le territoire. Basel El Maqsoui, artiste de 54 ans, a d'abord changé trois fois de logement dans la ville de Gaza, puis il est parti vers Khan Younès et Rafah, dans le sud de l'enclave, avant de s'installer à Deir el-Balah, dans le centre. «Parfois à peine une semaine après s'être installé et avoir monté la tente, on est obligé de bouger ailleurs et de tout recommencer», explique-t-il. Il est enfin revenu à Gaza City, près des ruines de son ancien domicile. «Le déplacement n'est pas un voyage d'une maison à une autre, mais une

traversée semée de terreur, menée sous le feu», nous écrit Abu Amir, coordinateur à Gaza de l'Union juive française pour la paix. Entre fin mars et mi-avril 2025, l'armée israélienne a émis 21 nouveaux ordres d'évacuation, entraînant environ 500 000 déplacements supplémentaires,

taires, selon un porte-parole de l'ONU. Les déplacements représentent aussi, souvent, un fardeau économique. «A chaque fois, j'ai dû racheter le strict minimum. C'est un véritable défi face à la flambée des prix», témoigne Riad Rashwan, du Secours

islamique France. Les départs se font dans l'urgence, souvent à pied. «Vous regardez autour de vous, dans votre maison, et essayez de choisir quoi emporter... Mais chaque objet a son histoire. Et vous ne pouvez pas emporter de souvenirs sous les bombes», raconte Amal Siam, directrice d'une ONG pour les femmes, depuis la ville de Gaza. Alors vous les laissez. Vous prenez quelques vêtements, des matelas, quelques ustensiles de cuisine. Et vous courez.»

Boire et manger

«On ne fait plus qu'un repas par jour»

A l'entrée de la bande de Gaza, le passage de l'aide alimentaire est bloqué par l'armée israélienne depuis le 2 mars. Conséquence: «La faim s'étend et s'aggrave, de manière délibérée et provoquée par l'homme», a alerté mardi le chef de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, Philippe Lazzarini. Trouver de quoi se nourrir est devenu un défi de tous les jours. «Certains commerçants ont des restes de stocks de l'aide humanitaire

et on peut trouver des pâtes ou du riz sur les marchés, mais tout est à des prix exorbitants», décrit Ziad Medoukh. Il est strictement impossible, en revanche, de s'approvisionner en viande ou en légumes frais.

«Il faut s'adapter, manger des produits de conserve, ajoute l'enseignant. Mais on ne fait plus qu'un repas par jour, au lieu de trois auparavant.» Faute de gaz, les Palestiniens de Gaza cuisinent beaucoup au feu de bois, dans des conditions souvent insalubres. «Le bois est devenu rare, alors nous brûlons tout ce que nous pouvons trouver. Des chaussures, des vêtements usés, des papiers, du plastique, des branches... Les gens ont même coupé les arbres décoratifs qui ornaient autrefois nos rues et qu'on estimait beaucoup», dit Aseel Joudat, une psychologue de 29 ans qui habite le camp de réfugiés de Nuseirat, dans le centre de l'enclave palestinienne. L'eau est également difficile d'accès, surtout l'eau potable, du fait de l'absence d'électricité (qui empêche l'usage des pompes) et des dégâts causés par les bombardements. Selon l'ONG Oxfam, plus de 80% des infrastructures d'eau et d'assainissement ont été partiellement ou totalement détruites, y compris les six principales stations d'épuration.

«La qualité de l'eau est un vrai sujet de préoccupation, mais les gens sont obligés de boire. On ne se demande pas si elle est bonne ou mauvaise, il faut juste se maintenir en vie», lâche Amjad Shawa, directeur du Réseau des organisations non gouvernementales palestiniennes.

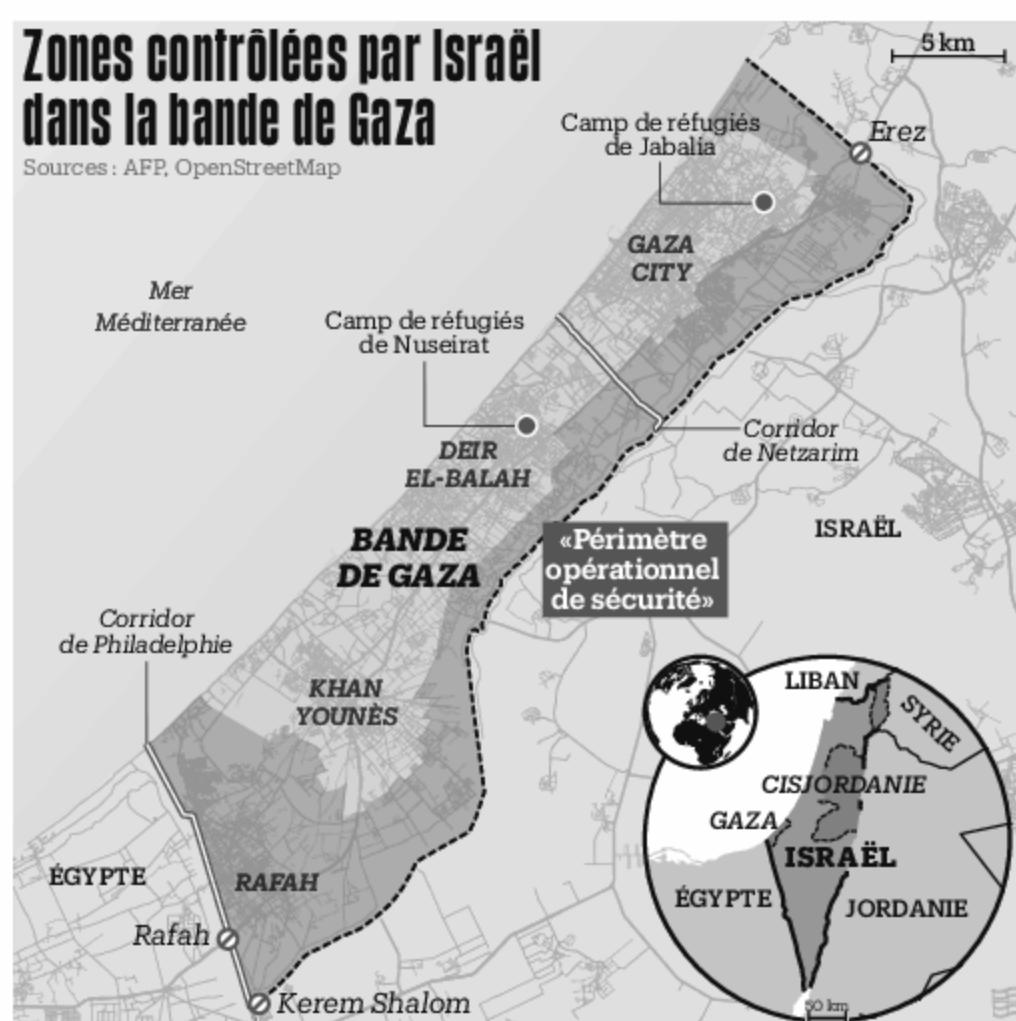
Avec la fermeture de la quasi-totalité des commerces alimentaires, les files d'attente s'allongent partout, notamment devant les *tekiya*, ces cuisines communautaires qui tentent encore d'organiser des distributions alimentaires. «Nos journées commencent et se terminent dans les files d'attente. Dès l'aube, nous partons à la recherche d'eau ou de pain, puis nous nous dirigeons vers les files d'attente pour l'aide alimentaire – si elle est disponible. Nous passons nos journées à attendre», relate Rami al-Shrafi.

Se procurer de l'argent liquide est un autre parcours du combattant. Les distributeurs de billets qui fonctionnent encore se comptent sur les doigts d'une main. Faute de banques, il ne reste qu'une solution aux employés gazaouis pour toucher leur salaire : récupérer de l'argent liquide dans un commerce qui s'improvise bureau de change, contre un virement, moyennant une commission considérable de 30%. Or le cash est essentiel pour les achats quotidiens. Très rares sont les magasins qui acceptent

Suite page 4

Zones contrôlées par Israël dans la bande de Gaza

Sources : AFP, OpenStreetMap



Suite de la page 3 encore les virements et les cartes bancaires. «Pour les petits commerçants, c'est impossible. On se débrouille comme on peut, on puise dans nos économies et on s'aide entre familles», rapporte Ziad Medoukh.

Accéder aux soins

«J'ai fini par accoucher devant la porte de ma maison»

Eau impropre, famine, froid, pollution... Les conditions de vie dans la bande de Gaza sont évidemment propices à la propagation des maladies. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est dite l'année dernière «très inquiète» face au risque d'apparition d'épidémies, comme la poliomylérite. Or, l'accès aux soins est quasiment impossible dans l'enclave, en particulier depuis le blocage total de l'aide humanitaire, le 2 mars. «Ma mère a un cancer du sein, elle a besoin d'un suivi médical, raconte au téléphone Mahmoud, qui vit à Gaza City et ne souhaite pas donner son nom. Avant, elle allait à l'hôpital de l'amitié turco-palestinienne [seul établissement disposant d'un service d'oncologie dans la bande de Gaza, il a été détruit par Israël le 21 mars, ndlr]. Aujourd'hui, aucun docteur ne peut la suivre.»

«Je souffre d'hypertension artérielle chronique, et mon père et ma mère souffrent de diabète, d'hypertension artérielle et de maladies cardiaques, énumère aussi Rami al-Shrafi. Nous avons besoin de soins de santé réguliers, que nous n'avons pas reçus depuis le début de la guerre.» Les traitements sont parfois disponibles dans quelques cliniques privées encore debout, à des prix dissuasifs. Avant la guerre, le journaliste palestinien devait débourser environ 10 dollars par mois pour ses médicaments contre la tension. Aujourd'hui, ces traitements lui coûtent jusqu'à 60 dollars par mois. Le corps médical assiste impuissant à la destruction, un à un, des éta-



Originaire de Rafah, Riad Rashwan vit à Gaza City avec sa femme et ses enfants, contraints aux déplacements. PHOTOS FARAH ALSHRAFI

blissements de santé de l'enclave. Volontaire depuis juillet 2024 à l'hôpital Al-Ahli, Mahmoud doit aujourd'hui rester chez lui : son lieu de travail a été bombardé par Tsahal le 13 avril. Selon un décompte de l'OMS, 21 des 36 hôpitaux de Gaza fonctionnent encore, au moins partiellement. La prise en charge des blessés et des malades est cependant difficile, du fait de la pénurie de médicaments et de l'absence d'électricité pour faire tourner les générateurs. «Dans certains centres de soins de santé primaires, les soignants pansent les plaies des blessés sans médicaments anti-douleur», décrit Médecins sans frontières.

Abu Amir, comme beaucoup de Gazaouis, utilise «un vieux panneau solaire fissuré» pour charger son téléphone. D'autres vivent «dans l'obscurité totale».

Depuis des mois, les soignants engrangent du fait que des maladies bénignes, comme la grippe, puissent conduire à la mort. Les accouchements sont dangereux : à Nuseirat, Aseel Joudat raconte que lorsque le terme de sa grossesse est arrivé, le 30 juillet, elle n'a pas pu se rendre immédiatement à l'hôpital, faute d'une «autorisation» de l'armée israélienne pour une ambulance : «L'angoisse était constante. Les douleurs de l'accouchement ont empiré, et j'ai fini par accoucher devant la porte de la maison.»

Trouver de l'électricité et du réseau Internet

«Nous vivons dans le noir» Quelques jours après les premiers bombardements, les lignes à haute tension reliant Israël et Gaza ont été débranchées. Depuis, les Gazaouis sont largement privés d'électricité. «Nous vivons dans le noir», résume Riad Rashwan, l'employé du Secours islamique France. L'hiver, les habitants souffrent du froid, surtout s'ils dorment dans une tente ou dans un immeuble en ruines. Le 9 mars, les autorités israéliennes ont annoncé qu'elles allaient désormais bloquer les dernières distributions d'électricité dans l'enclave. Les Nations unies s'étaient inquiétées «des graves conséquences» pour la population civile, notamment en matière d'accès à la nourriture et à l'eau potable.

Pour recharger leurs appareils électriques, les Gazaouis sont contraints d'improviser. Mahmoud profite du générateur dont ses voisins disposent encore. Abu Amir, comme beaucoup de ses compatriotes, utilise «un vieux panneau solaire fissuré» pour charger son téléphone. Parfois, il attend des heures pour accéder à des «bornes de recharge de fortune». D'autres, comme Amal Siam, vivent «dans l'obscurité totale». «Je passe mes nuits avec une petite lampe torche qui éclaire à peine la pièce», détaille cette mère de quatre enfants.

Internet est aussi devenu un luxe. Certaines zones encore épargnées par les destructions peuvent compter sur «des réseaux [de téléphonie] locaux», grâce à des cartes SIM prépayées, explique Aseel Joudat, la psychologue de Nuseirat. D'autres parviennent à capter une connexion aux réseaux des pays voisins avec une carte SIM internationale. Juste assez pour envoyer un «Je suis encore en vie», indique Riad Rashwan, qui s'est installé pour répondre à nos questions dans une sorte de «cafétéria», équipée d'un accès à Internet et d'un point de recharge. «Il est quasiment impossible d'avoir accès à Internet chez soi», dit-il. Dans ces conditions, il est courant de rester sans nouvelle, plusieurs jours durant, de ses parents ou de ses amis. «De temps en temps, j'arrive à sortir de chez moi quand il ya un peu de calme pour aller voir ma famille», reprend Aseel Joudat. On tente de faire rire les enfants. Ce lien avec mes proches me rappelle que je ne suis pas seule avec ma peur. Il me rend mon humanité, comme à tous les habitants de Gaza.»



Amjad Shawa est directeur du Réseau des organisations non gouvernementales palestiniennes.

L'aide humanitaire délibérément étouffée par Israël

Avant même le blocus total désormais infligé à l'enclave palestinienne, les autorités israéliennes imposaient déjà des contrôles drastiques et arbitraires dénoncés comme du «harcèlement» par les ONG.

Un appel à «rétablir immédiatement un flux rapide et sans entrave d'aide humanitaire à Gaza afin de répondre aux besoins de tous les civils» a été lancé mercredi par les ministres des Affaires étrangères français, britannique et allemand, exhortant Israël à «cesser ce blocage intolérable». Car aucune aide ne parvient plus à la population de Gaza, sous le feu israélien depuis la rupture du cessez-le-feu, le 18 mars. La veille, une douzaine d'ONG constataient un «effondrement total» de l'aide dans l'enclave palestinienne, affirmant assister à «l'un des pires échecs humanitaires de notre génération». Plusieurs organisations de défense des droits humains, comme Amnesty International ou Human Rights Watch, ont qualifié l'offensive israélienne de «génocide». Au cinquantième jour du blocus sur Gaza, «la faim s'étend et s'aggrave, de manière délibérée et provoquée par l'homme», a affirmé mardi le chef de l'agence des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (Unrwa), Philippe Lazzarini. Depuis le début de la guerre, en octobre 2023, les autorités israéliennes privent les Gazaouis de leurs moyens de survie en limitant, voire parfois en interdisant, l'assistance humanitaire. L'Etat hébreu accuse le Hamas de détourner l'aide.

ÉPREUVE POUR LES NERFS

Même avant le blocus total en vigueur aujourd'hui, l'accès des camions de vivres ou de médicaments, souvent négocié dans les accords de cessez-le-feu, était soumis à des restrictions israéliennes qui sont allées crescendo depuis le début de la guerre. «C'était

devenu une vraie loterie», décrit un responsable d'une ONG européenne ayant opéré récemment à Gaza. *L'accès au terrain était de plus en plus restreint et contrôlé par Israël qui multipliait les mesures arbitraires.* Comme la plupart des humanitaires, il doit rester anonyme pour témoigner du «harcèlement» subi par les fournisseurs d'aide. «Garder l'accès à Gaza est une priorité absolue pour les ONG qui craignent d'être écartées», explique-t-il. «Arbitraire», «opacité», «imprévisibilité», reviennent dans les propos exaspérés des humanitaires décrivant les mesures imposées par les contrôles israéliens aux produits et matériel qui pouvaient entrer à Gaza. Le Cogat, l'organisme de l'administration militaire israélienne chargé de la supervision des civils dans les territoires palestiniens occupés, dicte ses conditions sur l'entrée des camions et de leur contenu. «Le passage obligé de tous les véhicules par Kerem Shalom [au croisement des frontières de Gaza, de l'Egypte et d'Israël, ndlr] provoque des embouteillages entraînant une

attente de plusieurs heures ou jours», indique Claire Nicolet, responsable des opérations de Médecins sans frontières (MSF) pour Gaza. Le processus de contrôle de l'aide, au cours duquel chaque palette est passée au scanner, est une véritable épreuve pour les nerfs des humanitaires. «Les dimensions des palettes contenant produits alimentaires, kits hygiéniques, médicaments ou autres nécessités vitales sont soumises à des normes strictes, qui sont parfois modifiées d'un jour à l'autre», indique ainsi un responsable d'une ONG arabe. *Une cargaison entière peut être refusée pour cinq centimètres de différence.* Quant au contenu des palettes d'aide, il est encore plus strictement réglementé. Produits ou objets à «double emploi» (civil et militaire), selon les considérations israéliennes, sont le cauchemar des ONG. Différents articles incluant des produits chimiques, des objets métalliques, mais aussi du matériel de construction ou même médical sont soit interdits, soit soumis à une autorisation particulière. «Le pro-

blème c'est qu'il n'y a pas de liste communiquée de ces articles et les critères du double emploi sont variables, souligne Claire Nicolet. Les accords pour faire rentrer certains objets, comme des scalpels, parviennent avec des délais incompréhensibles, ajoute la responsable. Il est arrivé que les ciseaux soient interdits pendant des mois.» Et lorsqu'une seule des palettes est refusée pour ses dimensions ou son contenu à Kerem Shalom, le camion tout entier est refoulé.

CONVOIS EXPOSÉS AU PILLAGE

Une fois surmontée l'épreuve du passage vers Gaza, les ONG sont souvent exposées aux attaques de bandes organisées de pillards armés. L'une des pires attaques a eu lieu en novembre, quand un convoi d'une centaine de camions de l'Unrwa a été pris d'assaut par des hommes qui ont lancé des grenades avant de dévaliser les cargaisons. La multiplication des pillages jusqu'à fin 2024 avait mené les ONG à protester contre l'échec de l'armée israélienne à sécuriser les convois. Toutefois, pendant le cessez-le-feu en janvier et février, des centaines de camions sont entrés quotidiennement à Gaza sans subir de pillage. «La police du Hamas avait repris du service et les choses étaient mieux réglées», signale le responsable humanitaire européen déjà cité.

Au chemin semé d'embûches que doivent traverser les ONG qui travaillent à Gaza, s'ajoute un contrôle payant pour les camions qui arrivent du côté égyptien. Un véritable racket mis en place par le leader tribal des «Fils du Sinaï», Ibrahim al-Argani. Avec la complaisance des services égyptiens, le chef mafieux prélève un droit de passage sur chaque camion qui se dirige vers Gaza, confirmé plusieurs membres d'ONG. L'homme qui avait déjà gagné des millions de dollars au début du conflit pour faire passer les familles de Gazaouis fuyant l'enclave vers l'Egypte s'est adapté au business humanitaire. Depuis le blocus israélien, il impose des frais de «stationnement» aux camions bloqués à la frontière. Aujourd'hui, des centaines de camions chargés de près de 9000 palettes de matériel, comprenant des tentes, de la literie, des articles d'hygiène, des médicaments et des aliments sont en attente en Jordanie, en Egypte ou en Cisjordanie.

HALA KODMANI



Dans le quartier d'Al-Tifah, dans la ville de Gaza, le 1^{er} avril. PHOTO B. TALEB. AFP

Gaza, «une terre de désespoir» sans espoir de paix

Alors que le Hamas refuse de désarmer, Israël étend son contrôle et continue de vouloir appliquer le plan américain d'expulsion des Gazaouis.

«Des idées nouvelles» pour contourner des positions irréconciliables. Une délégation du Hamas menée par le négociateur du mouvement islamiste, Khalil al-Ayya, a entamé mardi des discussions avec des responsables égyptiens au Caire pour trouver une voie vers un cessez-le-feu dans la bande de Gaza, devenue une «terre de désespoir» selon le chef de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), Philippe

Lazzarini. Les deux parties affichent des positions opposées. Le 17 avril, le Hamas a refusé une offre de trêve israélienne. D'une durée minimum de 45 jours, elle passait par le retour de dix otages vivants en échange de la libération de 1231 prisonniers palestiniens détenus par Israël et d'une autorisation de faire entrer de l'aide humanitaire dans Gaza. Israël évoquait aussi une «fin permanente à la guerre» conditionnée au désarmement du Hamas. Impossible, a répondu le mouvement, pour qui le désarmement constitue «une ligne rouge» et qui est opposé à «tout accord partiel». Il réclame «un accord total», soit «un échange de tous les prisonniers en échange de l'arrêt de la guerre, du retrait de l'occupation (israélienne) de la bande de Gaza et du début de la reconstruction».

Depuis le début de la guerre, déclenchée après les attaques du 7 octobre 2023, le groupe islamiste sait que les otages détenus à Gaza sont sa seule monnaie d'échange. Il en reste 58, dont 34 sont morts selon l'armée israélienne, sur les 251 enlevés. *L'intention affichée par Israël d'éliminer la résistance armée, de détruire Gaza et d'en expulser la population ne fait que renforcer la détermination du Hamas à conserver ses derniers atouts*, note l'International Crisis Group dans un rapport publié le 18 avril.

Rupture. Un plan pour les libérer en échange d'un cessez-le-feu et, à terme, d'une reconstruction de Gaza, avait été accepté par Israël, sous la pression des Etats-Unis, le 19 janvier, la veille de l'investiture de Trump. Il avait per-

mis la libération de 33 otages israéliens et de 5 Thaïlandais, contre celle de 2000 prisonniers palestiniens durant sa première phase de 42 jours. Une autre phase, de même durée, prévoyait la libération du reste des otages en échange d'un retrait des troupes israéliennes de la bande de Gaza. Serait ensuite venue dans un troisième temps la phase de reconstruction. Mais la deuxième phase n'a jamais pu s'engager. Le 18 mars, Israël a rompu l'accord et repris ses bombardements. Il a aussi relancé ses opérations terrestres et étendu ses «zones de sécurité», interdites aux Gazaouis, le long de ses frontières avec l'enclave. Il contrôle aujourd'hui environ 50 % du territoire palestinien. Les 2,4 millions d'habitants se concentrent à Khan Younès

et Deir el-Balah, au sud, ainsi que dans la ville de Gaza, au nord. Ils ne peuvent pas circuler entre ces deux zones séparées par le corridor de Netzarim, qui coupe Gaza d'est en ouest.

Refus. Le Premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, accusé le 21 avril de dérive autocratique par le chef du renseignement intérieur israélien, Ronen Bar, qu'il a limogé, n'entend pas stopper la guerre. Il l'a redit le 19 avril lors d'une intervention télévisée préenregistrée. «Je crois que nous pouvons ramener nos otages à la maison sans céder aux diktats du Hamas», a-t-il dit. Je ne céderai pas aux assassins qui ont perpétré le plus grand massacre du peuple juif depuis la Shoah [...] Nous sommes dans une phase décisive du conflit, et cette

étape exige de la patience et de la détermination.»

Nétanyahou répète que la solution réside dans le plan énoncé par Donald Trump en février. Le président américain estime qu'il faut transformer Gaza en une «Riviera du Moyen-Orient» après en avoir chassé ses habitants. Aucun pays ne s'est dit prêt à les accueillir. Les premiers concernés, l'Egypte et la Jordanie voisines, ont catégoriquement refusé. Soutenus par la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et les pays arabes, ils tentent en vain de faire accepter par Israël leur propre plan qui permettrait aux Gazaouis de rester chez eux dans une enclave contrôlée par un comité de technocrates indépendants, puis par l'Autorité palestinienne. Sans le Hamas.

LUC MATHIEU



Jeudi, des dizaines de missiles et de drones kamikazes se sont abattus sur des villes ukrainiennes. Ici dans la capitale. PHOTO LIBKOS. GETTY IMAGES



C'est l'attaque la plus meurtrière sur Kyiv depuis juillet 2024. LIBKOS. GETTY



Des débris sont tombés sur au moins cinq arrondissements. LIBKOS. GETTY



Les frappes ont causé

Kyiv bombardé au rythme des négociations russo-américaines

Alors que la Maison Blanche essaie d'imposer son plan de paix à l'Ukraine, au moins 12 civils ont été tués et 90 blessés jeudi lors d'une attaque aérienne russe.

Par STÉPHANE SIOHAN

Correspondant à Kyiv

Il y a des coïncidences qui ne trompent pas, tellement les ficelles sont grosses. Ces derniers jours, les horloges de Moscou et de Washington se synchronisent. Plus de décalage horaire, plus de friture sur la ligne. Illustration mercredi, jour choisi par Donald Trump pour lancer une nouvelle charge contre Volodymyr Zelensky, accusant ce dernier de «*propos incendiaires*». Le tort de l'Ukrainien : avoir réaffirmé que «*la Crimée est ukrainienne*» et que l'Ukraine ne reconnaîtra pas ses territoires occupés comme étant russes. Le mercure monte à nouveau. Peu après minuit, heure ukrainienne, Trump s'installe dans le Bureau ovale pour un point presse consacré à la Chine et à l'Ukraine. Chrono en main, moins de trois secondes après le début du direct, les sirènes se mettent à hurler dans la capitale ukrainienne. Les alertes mobiles passent au rouge cramoisi. Des dizaines de missiles et de drones kamikazes galopent vers les cités, capitale en tête. En dégradé sonore, le crépitement funeste de la défense anti-aérienne s'intensifie, puis c'est au moment où les premières explosions secouent les murs de Kyiv comme rarement ces derniers mois que Donald Trump aborde la question de l'Ukraine... «*Je pense avoir un accord avec la Russie*, déclare-t-il à la presse. *Nous devons parvenir à un accord avec Zelensky, mais cela a été jusqu'à présent plus difficile.*» Un peu plus tôt, la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, avait qualifié son boss de «*très mécontent*», ajoutant que «*sa patience atteint ses limites*». La Crimée est «*perdue [depuis 2014]*» pour l'Ukraine, avait encore furieusement tapoté Trump sur Truth Social.

«Terreur». Zelensky, mardi, explique quant à lui à des journalistes que sur la Crimée, «*il n'y a rien à discuter. C'est notre Constitution. C'est notre territoire*». Dans la nuit ukrainienne de mercredi à jeudi, des avions F-16 et des Mirage partent à la chasse de 70 missiles et 145 drones, apprendra-t-on plus tard. Les interceptions font pleuvoir des débris sur au moins cinq arrondissements de la capitale, déclenchant des incendies, mais certaines déflagrations font froid dans le dos. Dans la banlieue très peuplée de Sviatoshine, un missile pulvérise un immeuble d'habitation construit après la Seconde Guerre mondiale. Au petit matin, les sauveteurs en extraient des corps sanguinolents, au visage de craie, dénudés par le souffle. Le bilan est d'au moins 12 morts et 90 blessés, soit l'attaque la plus meurtrière sur Kyiv depuis juillet 2024.

Après une série de frappes meurtrières, à Kryvyi Rih le 6 avril (20 morts) et à Soumy

le 13 avril (34 morts), souvent corrélées au calendrier des tribulations en Russie de Steve Witkoff, négociateur de Donald Trump dans le conflit en Ukraine, l'émotion est à son comble à Kyiv. «*C'est comme si les Etats-Unis étaient rangés du côté de Hitler au moment où l'Allemagne nazie bombardait la Grande-Bretagne*», analyse le journaliste et écrivain Stanislav Asseïev, ex-prisonnier des geôles russes.

Selon le média américain Axios, un «*accord de paix*» a été présenté la semaine dernière par les Américains aux Ukrainiens, impliquant une reconnaissance légale de l'appartenance de la Crimée à la Russie, de l'occupation des quatre régions (Donetsk, Louhansk, Zaporijia et Kherson), ainsi qu'un veto définitif à l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan.

«*Comme l'Ukraine a adopté une position ferme, la terreur des missiles est utilisée comme un élément de pression et de coercition*, constate Oleksandr Kovalenko, expert militaire au groupe Information Résistance. Le Kremlin est bien conscient que l'Ukraine n'acceptera ja-

mais la reconnaissance des zones temporairement occupées et de la Crimée comme russes, mais continue d'appliquer la terreur contre l'arrière et la population civile. C'est du terrorisme nocturne.»

«Précédent». Volodymyr Zelensky, qui interrompt un voyage en Afrique du Sud, serre les dents, sans plier l'échine. «*Le fait que*

l'Ukraine soit prête à s'asseoir à la table des négociations avec les terroristes après un cessez-le-feu est déjà un grand compromis.»

Excellent connaisseur des Etats-Unis, le vice-président de la commission à la sécurité nationale de la Verkhovna Rada [le Parlement ukrainien], Ihor Tcherniev, y décèle quant à lui «*une hypothèse*». Concernant la Crimée, «*l'essentiel est de donner au moins quelque chose à la Russie, légalement, en forçant les Ukrainiens et les Européens à la reconnaître*, émet le jeune député. *Créer un précédent légal derrière lequel Trump pourra s'abriter lors des annexions futures par les Etats-Unis du Groenland ou du Canada.*»



MUSIQUE LIVRES FOOD RADAR



C'est le week-end

Rendez-vous chaque samedi dans

Libération

A vélo, à trottinette ou en voiture, des parents inquiets arrivent au compte-gouttes aux abords du lycée privé Notre-Dame-de-Toutes-Aides, situé dans l'est de Nantes, ce jeudi. Depuis son jardin, dans la rue de l'établissement, Antoine, la quarantaine, passe la tondeuse en regardant passer la police, les parents d'élève et les journalistes. «Ce midi, quand j'ai vu débarquer la voiture à toute blinde avec les gyrophares, je me suis dit qu'il se passait quelque chose de vraiment grave. Ça n'arrive jamais ici. C'est un lycée privé très mixte, un bon établissement.»

Tous viennent d'être mis au courant de l'attaque au couteau qui s'est déroulée quelques heures plus tôt dans l'établissement. Un élève de seconde, né en 2009 et scolarisé dans ce lycée, selon des sources policières interrogées par *Libération*, a attaqué à l'arme blanche plusieurs de ses camarades.

Une élève est morte, trois autres ont été blessés. L'un d'eux, hospitalisé au CHU de Nantes, se trouve toujours en urgence absolue. La ministre de l'Education nationale, Elisabeth Borne, a déclaré qu'on ne pouvait «garantir» que ce jeune blessé soit «totalement tiré d'affaire».

Quelques minutes après l'attaque, deux professeurs de l'établissement privé sous contrat courrent, vélo sous le bras. «On va passer par une autre entrée pour donner un coup de main, comme on peut.» La voix tremble. «Les élèves sont confinés, le périmètre bouclé. Aucune idée de quand ils pourront partir», ajoutent les enseignants de cet établissement qui accueille 2 000 élèves, de l'école maternelle au lycée. *On ne pensait pas que cela pouvait arriver, surtout pas ici.*»

L'assaillant a pénétré aux alentours de 12h 30 dans une salle de classe située au premier étage. Il s'en est

d'abord pris à l'une de ses camarades. Retrouvée avec «plusieurs blessures», selon des sources policières, la jeune fille a été prise en charge par les secours. Elle n'a pas survécu. L'adolescent s'est ensuite dirigé vers une autre salle de classe, à l'étage inférieur, dans laquelle il a attaqué trois autres élèves.

REGARD AFFOLÉ

Le suspect a rapidement été maîtrisé par un «agent informatique» de l'établissement, avant d'être interpellé par les forces de l'ordre. «Il n'a montré aucune opposition», rapporte une source policière. Un casque noir, des lunettes teintées, une cagoule, un «couteau de chasse ensanglanté» et un «couteau à lame pliable» ont été retrouvés au sol lors de son arrestation, détaille la même source auprès de *Libé*. L'assaillant, inconnu de tous les services de police et de renseignement, a ensuite été placé en garde à vue. Il a été sou-

mis dans l'après-midi à un examen médical et psychologique, procédure obligatoire dans le cadre d'une procédure concernant un mineur. Sur place, au milieu de l'important périmètre de sécurité assuré par de nombreux policiers et militaires, Inès, 15 ans, collégienne au sein de l'établissement, ne cache pas son regard affolé: «Mes potes ont vu l'agresseur au self. Il courrait pour attaquer d'autres personnes. Il avait envoyé un mail de treize pages où il expliquait tout. C'était hyper clair et hyper flou à la fois. Il a même parlé d'autres agressions.» Quelques minutes avant son geste, l'adolescent scolarisé en classe de seconde a en effet envoyé un texte de treize pages à tous les élèves de l'établissement en passant par l'espace numérique de travail (ENT). Dans ce document consulté par *Libération* – et intitulé «L'action immunitaire» – l'élève évoque «la mondialisation [qui] a transformé

notre système en une machine à décomposer l'humain». Il revient, dans une prose très confuse, sur trois différentes «agressions» : un «écocide globalisé» ; une «violence systémique et une aliénation sociale» qui est «l'architecture invisible de la soumission mentale et de l'aliénation sociale contemporaine» ; et enfin un «conditionnement social totalitaire». Postés à la sortie principale, au milieu d'un attroupement mêlé de larmes et d'inquiétude, Ethan et Maël, tous les deux en seconde dans le lycée voisin de La Colinière, ont eux aussi accouru devant l'établissement. Ils sont venus chercher leurs «potes», des copains du handball, plusieurs lycéens de seconde. Ils ont été prévenus par message de l'horreur survenue à la pause du midi. «L'agresseur est entré dans la classe de notre pote. Il a couru quand il a vu [l'assaillant]. Il y avait du sang partout», racontent les deux adolescents.

Attaque dans un lycée de Nantes «Tout est allé si vite»

REPORTAGE

Une lycéenne a été tuée et trois élèves ont été blessés, jeudi, lors d'une attaque au couteau dans le lycée Notre-Dame-de-Toutes-Aides.

L'auteur des faits serait un élève de seconde scolarisé dans l'établissement, qui présenterait un «profil dépressif».

Par MARINE DUMEURGER Correspondante à Nantes et COPPÉLIA PICCOLO
Photo THÉOPHILE TROSSAT



Devant le groupe scolaire Notre-Dame-de-Toutes-Aides à Nantes, après

«On est venus pour les voir, savoir s'ils allaient bien, parler de tout et de rien, sans trop leur poser de questions. Ils risquent d'être choqués», ajoutent-ils. A quelques pas, au milieu du ballet des convois de police et des bus de CRS, une lycéenne aux yeux rougis craque en pleurs dans les bras de sa mère qui l'étreint : «C'est une vraie dinguerie. Tout est allé si vite.»

«ADOLESCENT DÉPRESSIF»

Autour d'eux, dans la foule amassée, les questions fusent. Chacun cherchant une réponse. «Qui est interrogé?», «Pourquoi les élèves sont-ils confinés?», «De quelle classe vient l'agresseur?» Et surtout, une raison à l'inexplicable : «Pourquoi a-t-il fait ça?» Une élève de seconde raconte être dans la classe de l'agresseur. «J'étais dans le couloir et, tout à coup, j'ai vu des gens courir autour de moi. Le surveillant nous a dit de courir.

Je l'ai vu en bas, immobilisé à terre. C'est un élève de ma classe. Le personnel nous a ensuite rassemblés dans la salle polyvalente, retrace l'adolescente. Elle décrit l'assaillant comme un jeune homme «plutôt calme», avec des «sujets de conversation atypiques».

Selon les premiers éléments de l'enquête, le jeune suspect est décrit comme un «adolescent dépressif, avec des tendances suicidaires». «Cet adolescent n'est pas considéré comme radicalisé, on est davantage sur un profil psychologique», nous rapporte une source proche du dossier. De son côté, le Parquet national antiterroriste a indiqué être «en évaluation» pour voir s'il se saisissait ou non de l'enquête.

En fin d'après-midi, quelques instants avant l'arrivée sur place des ministres de l'Intérieur et de l'Education nationale, Bruno Retailleau et Elisabeth Borne, les forces Sentinelles attendaient toujours, postées,

L'adolescent [...] a envoyé un texte de treize pages à tous les élèves [...]. Il évoque «la mondialisation [qui] a transformé notre système en une machine à décomposer l'humain».

immobiles. Les militaires filtrent les derniers parents qui n'ont pas encore récupéré leurs enfants. Sur sa trottinette, Degvanne, un surveillant du lycée voisin du Grand Blottereau, est venu en «éclaireur» voir si les lignes de bus circulaient ou pas, pour gérer la sortie de son

établissement. Il est sous le choc, comme tous les élèves de son lycée. «Ils se connaissent bien. Ils ont sport en commun. C'est la panique chez nous. Trois élèves ont déjà fait des crises d'angoisse ce midi», lance le surveillant.

«LA PIRE DES DOULEURS»

Devant les journalistes, Bruno Retailleau a évoqué un «drame qui bouleverse» toute la nation, et a répété se tenir «au côté des familles de victimes», soulignant que «perdre un enfant, c'est la pire des douleurs». Après avoir rendu hommage au courage de l'équipe pédagogique, qui est parvenue à maîtriser le meurtrier, le ministre de l'Intérieur a salué les intervenants qui sont arrivés «très vite», mais aussi les policiers, les sapeurs-pompiers et les médecins du service des urgences «qui ont tenté de sauver des vies». Le ministre, qui a rappelé la mort d'un adolescent devant un

lycée en Essonne il y a un mois, s'est dit «bouleversé par cet ensauvagement» dans ces lieux. Ensauvagement, a-t-il dit, qui est «une question profonde, un fait de société, pas un fait divers». Il a aussi estimé que la société «a encouragé le laxisme, déconstruit l'ordre, la hiérarchie, et a accouché de toutes ces violences».

Dans un communiqué, le Premier ministre, François Bayrou, a appelé à «un sursaut collectif» face à la «violence endémique» dans «une partie de notre jeunesse», disant vouloir «une intensification des contrôles» aux abords des écoles. Sur place aussi, Johanna Rolland, la maire de Nantes, a assuré ne pas vouloir faire de «politique ce soir» : «Je suis la maire, cette ville est endeuillée, je suis d'abord dans la compassion, le soutien.» Pour l'élu socialiste, «des questions vont se poser, je pense notamment à la santé mentale des adolescents de ce pays». ▶



l'attaque au couteau de jeudi.

La lutte contre les armes blanches renforcée

Depuis la fin mars, les forces de l'ordre peuvent contrôler les sacs aux abords des établissements signalés comme sensibles. Le Premier ministre a demandé que les fouilles y soient intensifiées après l'attaque de jeudi.

Comment endiguer la violence dans les établissements scolaires? Après l'attaque mortelle au couteau dans un lycée nantais jeudi, la question revient avec insistance. Le Premier ministre, François Bayrou, a demandé à intensifier les contrôles des sacs par les forces de l'ordre aux abords et au sein des établissements, une mesure annoncée par les ministres de l'Education et de l'Intérieur en février et mise en place le 27 mars. Plusieurs incidents survenus en 2024 et début 2025 – dont la mort d'Elias, 14 ans, à Paris – avaient poussé le gouvernement à un durcissement de la lutte contre les armes blanches en milieu scolaire.

Les fouilles ne peuvent être systématiques, pour des raisons matérielles, mais les collèges et lycées concernés sont choisis en concertation par les recteurs et les préfets via l'état-major de sécurité, selon des remontés du terrain. Un mois après la mise en œuvre de ces annonces, le ministère de l'Education, joint par Libération, indique qu'aucun bilan ne peut encore être dressé.

L'initiative gouvernementale comprend par ailleurs un volet répressif. «Au sein des établissements, tout port d'arme blanche devra donner lieu à un passage systématique en conseil de discipline et à un signalement au procureur via l'article 40 [du code de procédure pénale]. On ne doit rien laisser passer», avait déclaré Elisabeth Borne dans une interview à Ouest-France début février. Une mesure qui était jusqu'alors laissée à l'appréciation des établissements concernés.

Jeudi, François Bayrou a également demandé que lui soient soumises «des propositions concrètes en matière de prévention, de réglementation et de répression», dans un délai de quatre semaines, «pour endiguer le phénomène des violences commises par les mineurs avec des armes blanches». La vice-présidente Horizons de l'Assemblée Naïma Moutchou et l'ex-préfet de la Savoie François Ravier seront aux manettes.

Des initiatives locales tentent déjà de lutter contre ces événements. Dans le dernier volet de son «plan couteau», inauguré en 2019 et censé prévenir les rixes en milieu scolaire, la mairie de Paris prévoit de nombreuses interventions via des médiateurs pour sensibiliser à la question du port d'armes blanches. Sur l'année scolaire 2023-2024, 74 agressions à l'arme blanche ont été recensées dans les collèges de la capitale, 38 dans les lycées et 18 dans les écoles primaires.

GURVAN KRISTANADJAJA et ELSA MAUDET

Congrès du PS Les trois et la bannière

Olivier Faure devrait affronter, pour l'élection à la tête du parti, le chef des députés socialistes Boris Vallaud et le maire de Rouen Nicolas Mayer-Rossignol. Ce dernier a été choisi jeudi comme candidat par les opposants au premier secrétaire sortant.

Par CHARLOTTE BELAÏCH et SACHA NELKEN

L'histoire l'a montré à plusieurs reprises : les congrès socialistes n'ont parfois rien à envier à certains thrillers. Combien de fois a-t-on vu les roses se déchirer ou se lancer dans des intrigues alambiquées pour conquérir le parti et réécrire ainsi le scénario attendu ? Si le 81^e congrès, dont l'issue aura lieu le 15 juin à Nancy, n'a pas manqué de manœuvres en coulisses, les surprises auront finalement été peu nombreuses. Résultat : c'est bien le casting attendu qui devrait être sur la ligne de départ, samedi, jour de conseil national censé valider les «textes d'orientations» et ainsi, les candidatures pour la tête du PS. Ils devraient être trois : le sortant, Olivier Faure, le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, et le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Boris Vallaud.

Favori du scrutin, l'actuel premier secrétaire retrouve donc son rival normand du congrès de Marseille, en 2023. Déterminés à battre Olivier Faure, le TO3 (pour texte d'orientation 3), incarné par le Rouennais et la présidente de la région Occitanie Carole Delga, et le TO1, représenté par Hélène Geoffroy, maire de Vaulx-en-Velin (métropole de Lyon) et partisane de l'affirmation sociale plutôt que de l'union de la gauche, ont très vite amorcé un rapprochement, rejoints par le député Philippe Brun et le maire de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), Karim Bouamrane. Mais de réunion en

réunion, ils butaient sur la désignation d'un représentant commun. Si Mayer-Rossignol se battait pour repartir, beaucoup, dont Carole Delga, considéraient qu'il était trop marqué par le dernier congrès, qui a laissé le souvenir d'une lutte intestine entre socialistes, sur fond d'accusations de triche. A plusieurs reprises, l'ex-secrétaire d'Etat Hélène Geoffroy s'est également dite prête à porter le drapeau de la coalition si nécessaire, sans parvenir à clore le débat.

Finalement, c'est une direction collégiale qui verra le jour derrière Nicolas Mayer-Rossignol en cas de victoire. Avec, dans l'ordre, derrière lui : Hélène Geoffroy, Philippe Brun, Carole Delga et Karim Bouamrane. «Tout le monde a l'air de s'accorder sur ce schéma, à moins qu'il y ait un coup de Trafalgar», expliquait-on parmi les négociateurs du camp de Mayer-Rossignol mercredi.

ENTRETIEN EN VISIO

Ce choix acte en tout cas l'échec des discussions avec Boris Vallaud. Au sein de l'alliance anti-Faure, certains espéraient convaincre celui qui soutenait jusqu'ici le premier secrétaire sortant de les rejoindre. Le 18 avril, ces derniers et Vallaud se sont ainsi entretenus en visio. «Si Boris nous explique que c'est derrière lui ou la mort, ce ne sera pas une entrée en négociation acceptable», prévenait avant le début des discussions un cadre de Refondations, le courant de Mayer-Rossi-

gnol. L'attitude du président du groupe à l'Assemblée nationale a en effet crispé plusieurs cadres de la coalition. «Il est arrivé en disant "Pour vous sauver, je prends la tête du mouvement et on n'en parle plus", raconte l'entourage d'un des négociateurs. Le problème c'est que des gens ont intériorisé une supposée domination, mais il est seul, il ne peut pas rafler la mise.» Au sein de l'alliance TO1-TO3, certains rappelaient en outre la proximité stratégique entre le Landais et Olivier Faure, alignés sur la création du NFP ou bien la position à tenir pendant les négociations sur le budget. «Ils votent toujours à l'identique», soulignait-on dans l'entourage de Nicolas Mayer-Rossignol.

Au cours de la réunion, Boris Vallaud a d'ailleurs demandé à ses camarades socialistes s'ils étaient d'accord sur l'objectif d'une candidature commune de la gauche non melenchoniste, avec un processus de large rassemblement de Glucksmann à Ruffin, soit le périmètre défini par Faure lui-même. Quelques jours plus tard, Vallaud a fait savoir par un communiqué daté de mercredi qu'il ne rejoindrait pas les opposants de Faure.

En revanche, l'ancien proche d'Arnaud Montebourg a expliqué qu'il continuait à tracer sa route en invitant «toutes celles et tous ceux qui veulent inventer une nouvelle majorité [...] à rejoindre [sa] démarche ouverte». Pas vraiment une surprise. L'entourage du député des



Olivier Faure, premier secrétaire du parti. PHOTO MATHIAS BENGUIGUI

Landes ne répète-t-il pas depuis des semaines qu'il n'abandonnera pas ? Jusqu'au bout, Carole Delga aura tout fait pour essayer de mettre en œuvre un rapprochement entre son camp et celui de Boris Vallaud. «Carole a beaucoup milité pour que Vallaud vienne et était prête à céder beaucoup, y compris qu'il soit premier secrétaire», racontait un collaborateur autour de la table des négociations.

VRAIE RUPTURE

Alors que la plupart de ses camarades avaient acté que le projet n'aboutirait pas, elle continuait, mercredi, de plaider pour un rassemblement le plus large possible. Le meilleur moyen, sinon le seul, pour prendre la tête du PS à Olivier Faure, qu'elle exècre et accuse d'être «clanique». «Il y a une vraie rupture de confiance avec Olivier Faure. Il a fait le choix de ne pas travailler avec tous les socialistes, d'exclure», grince-t-elle. Elle accuse par ailleurs le député de Seine-et-Marne de manquer de clarté sur «la lutte contre l'antisémitisme et le communautarisme».

Mercredi, le communiqué de Boris Vallaud, qui «acte, avec l'ensemble des socialistes, la séparation avec La France insoumise dans la construction de l'union de la gauche», l'a d'abord convaincue qu'un chemin pouvait encore se dessiner. «C'est une main tendue», analysait-on dans son cercle, alors que Boris Vallaud appelait au rassem-

blement dans le même texte. Quelques instants plus tard, son espoir sera doucement éteint quand l'entourage du député clarifiera les choses en expliquant que l'union se ferait forcément derrière lui. «Ce n'est pas très adroit, cela montre qu'il n'ouvre pas la porte aux autres, il n'aura pas le talisman de l'union», regrette un proche de Carole Delga, confirmant les craintes exprimées par certains dans son camp avant le début des négociations.

L'absence d'union entre les oppositions internes fait en tout cas les affaires d'Olivier Faure qui, lui, engrange les soutiens. L'ex-maire de Lille Martine Aubry, le président de la Seine-Saint-Denis Stéphane Troussel, la maire de Rennes Nathalie Appéré, la trésorière du Parti socialiste, Fatima Yedda, qui s'était pourtant rapprochée de Philippe Brun... Tous ont officialisé leur ralliement au député de Seine-et-Marne ces derniers jours. Les fauristes ne manquent surtout pas de souligner que la maire de Saint-Denis (Réunion), Ericka Bareigts, les a rejoints après avoir soutenu Nicolas Mayer-Rossignol au congrès de 2023. «Ce n'est pas rien, elle représente 700 cartes!» regarde un anti-Faure. «Nous sommes dans une confiance raisonnable», explique Arthur Delaporte. «On a fait le travail, on a un bilan, une ligne, on a consolidé nos principaux soutiens, et même acquis de nouveaux.» Au sein même du TO3, on l'admet : «C'est vrai qu'il a le vent dans le dos.»



Boris Vallaud, chef des députés PS. PHOTO K.DAHER.HANS LUCAS



Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen. PHOTO ULRICH LEBEUF/MYOP

Ressérée ou élargie, l'union de la gauche en question

Les trois prétendants au poste de premier secrétaire du Parti socialiste sont d'accord sur la nécessité d'une alliance de la gauche en vue de la présidentielle 2027, mais pas aux mêmes conditions.

Marine Tondelier l'a affirmé sans sourciller: elle a clairement un favori pour le congrès socialiste. Interrogée le 7 mars sur l'élection interne qui anime les roses depuis plusieurs semaines, la secrétaire nationale des Verts a clairement expliqué qu'elle souhaite voir l'actuel premier secrétaire, Olivier Faure, gagner. Sans doute un peu par amitié, mais pas seulement. Comme de nombreux cadres de gauche, l'écologiste a bien compris que le résultat du congrès du PS peut avoir une incidence sur l'union que beaucoup appellent de leurs vœux pour l'élection présidentielle de 2027.

Contours. Car sur la stratégie à adopter en vue du scrutin suprême, les trois prétendants à la tête du PS, Olivier Faure, Boris Vallaud et Nicolas Mayer-Rossignol, ne proposent effectivement pas tous la même chose. Et surtout, pas les mêmes contours d'une alliance qu'ils estiment pourtant tous nécessaire pour l'emporter. L'actuel patron du parti, figure de la Nupes et du

Nouveau Front populaire suggère, lui, la création d'une «*plateforme commune de la gauche*», allant de François Ruffin à Raphaël Glucksmann, «qui préparera l'élection et déterminera un candidat commun». Comprendre: une primaire. Le candidat sera en tout cas «*non-mélenchoniste*», a en revanche déjà prévenu Faure. Notamment dans la mesure où l'insoumis en chef semble parti pour une quatrième candidature.

Pour Boris Vallaud, le périmètre d'une potentielle alliance est identique à celui du premier secrétaire. Dans un communiqué publié mercredi, le député des Landes parle lui aussi de la mise en place d'un «*processus ouvert vis-à-vis de la gauche de Glucksmann à Ruffin*». Seulement, là où Faure explique qu'il ne faut pas perdre de temps et se lancer au plus vite dans les discus-

sions, Vallaud estime qu'avant d'échanger avec les potentiels futurs partenaires, le Parti socialiste doit d'abord se choisir un chef de file en interne.

«Réservée». La vision de la coalition anti-Faure – appelée «TO13BB» –, menée par Nicolas Mayer-Rossignol, accompagné notamment de Carole Delga, Philippe Brun et Karim Bouamra, est, elle, bien différente. Déjà, car l'alliance qui appelle à une «*affirmation socialiste*» se montre très «*réservée*» sur l'idée d'une primaire, dixit le maire de Rouen. Plutôt que de se lancer dans un tel projet, les opposants à l'actuel premier secrétaire «*préfèrent bâtir une fédération, un nouvel Epinay* [congrès qui a permis d'unifier les socialistes en 1971, ndlr], une maison commune avec ceux qui partagent [leurs] valeurs républicaines, laïques et pro-européennes», selon Nicolas Mayer-Rossignol. «*Faisons par cercles concentriques. Il y a aujourd'hui plus de socialistes en dehors du PS qu'à l'intérieur, il faut d'abord les réunir!*» poursuit-il.

En résumé, se rapprocher de Raphaël Glucksmann, de Bernard Cazeneuve et de leurs écures pour qu'à la fin, leur candidat pour la présidentielle soit un représentant de la famille des sociaux-démocrates, «*des seuls capables d'envoyer quelqu'un au second tour de la présidentielle*», justifie Hélène Geoffroy, la maire de Vaulx-en-Velin (métropole de Lyon).

Il y a aujourd'hui plus de socialistes en dehors du PS qu'à l'intérieur, il faut d'abord les réunir!»

Nicolas Mayer-Rossignol
maire de Rouen

carnet

DÉCÈS

Paris (75)

Yves FORESTIER,
son époux,
Valérie, Jérôme, Laurence,
ses enfants,
Lucie et Maxence,
ses petits enfants,
Sabine, sa soeur
et ses enfants,
Sylvette,
sa cousine et ses enfants,
Les familles FORESTIER,
TURCAUD, DESTIC,

ont l'infinie tristesse de vous faire part du décès de

Sylviane FORESTIER
Secrétaire, ancienne responsable d'associations de parents d'élèves, péricolaires, musicales, Ancienne adjointe au maire de Paris 19e, Violoniste

survenu à Rhodes (Grèce), le vendredi 11 avril 2025, dans sa 80ème année.

Une cérémonie civile de recueillement et d'hommage aura lieu le mardi 29 avril 2025, à 13H15, en la salle de la coupole du cimetière du Père-Lachaise, à Paris 20ème.

Ni fleurs, ni couronnes.

L'urne sera inhumée ultérieurement dans le caveau familial du cimetière de Parnac dans le Lot.

"Apprends à écrire tes blessures dans le sable et à graver tes joies dans la pierre".

Liberation

Vous organisez
un colloque,
un séminaire,
une conférence..

Contactez-nous

Réservations et insertions
la veille de 9h à 10h pour
une parution le lendemain

Tarifs : 16,30 € TTC la ligne
Forfait 10 lignes :
153 € TTC pour une parution
15,30 € TTC la ligne suppl.
abonnée et associations : -10 %

Tél. 01 87 39 80 00

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes par e-mail :
carnet-libe@teamedia.fr

CH. B. et S. N.



LIBÉ.FR

Info Libé: vers un droit de retrait limité pour le personnel navigant

Une convention appelée à être ratifiée par l'Assemblée nationale pourrait limiter ce droit, accordé en cas de danger imminent aux pilotes, hôtesses et stewards des compagnies françaises. La situation suscite jusqu'à présent un silence assourdissant de la direction d'Air France et du ministère des Transports. PHOTO AFP



Les hauts fourneaux de Dunkerque. PHOTO FRANCOIS LO PRESTI. AFP

ArcelorMittal: à Dunkerque, «on s'attendait à des mesures sévères, mais ça fait mal»

L'officialisation, mercredi, d'un plan social visant 636 postes en France laisse le site sidérurgique du Nord craindre pour son avenir, entre projet de décarbonation à l'arrêt et prix de l'énergie toujours trop élevés.

Par DAMIEN DOLE et STÉPHANIE MAURICE
Correspondante à Lille

Les sidérurgistes d'ArcelorMittal de Dunkerque sont sonnés. L'annonce de mercredi est un uppercut: 636 suppressions de postes sur sept sites en France, dont une bonne partie dans le Nord. «On savait qu'il y allait avoir des mesures sévères, mais ça fait mal», reconnaît Marc Malhomme, délégué syndical CFE-CGC sur le site de Dunkerque. Je ne m'attendais pas à un tel volume.» Ces licenciements prévus viennent s'ajouter à ceux annoncés en 2024, avec la fermeture de deux usines à l'horizon de cet été, à Reims et Denain

(Nord), 135 salariés au total. Un tiers des postes visés dans l'annonce de mercredi concerne les fonctions support, des emplois qui seront délocalisés dans deux centres techniques, l'un en Pologne, l'autre en Inde; les deux autres tiers sont en production. Parmi ces derniers, le Dunkerquois prend cher. D'après les premiers décomptes syndicaux, 123 postes sont menacés sur la partie industrielle à chaud, celle des hauts fourneaux à Dunkerque, l'usine la plus importante de France avec 3200 salariés. Mardyck, le deuxième site dunkerquois, spécialisé dans le laminage à froid, est relativement épargné, avec cinq postes visés par le plan. Ailleurs en France, Basse-Indre (Loire-Atlantique) devrait subir 90 suppressions de postes.

Hémorragie. Cette annonce conforte la CGT d'ArcelorMittal dans sa position de lanceuse d'alerte. «Tous les signaux sont au rouge», affirme Gaëtan Lecocq, le délégué syndical, que *Libération* a rencontré début avril. Il détaillait: deux tiers du personnel de Dunkerque en

chômage partiel par manque de commandes à l'automne 2024; des lignes de production vieillissantes, quand des usines ArcelorMittal récentes sont sorties au Brésil ou en Inde. Les démissions de hauts cadres depuis 2024, dont le directeur général du groupe en France, Matthieu Jehl, ont rajouté à l'inquiétude. En novembre, la suspension du projet de décarbonation du site dunkerquois a définitivement marqué les esprits.

En raison notamment de prix de l'énergie plus élevés qu'ailleurs, c'est en réalité tout l'acier européen qui peine à affronter économiquement celui venu de Chine, à bas coût. L'un des leaders mondiaux du secteur, Thyssenkrupp Steel, avait d'ailleurs affirmé en novembre vouloir supprimer 11 000 postes d'ici 2030, soit 40% de ses effectifs. Pour arrêter l'hémorragie, la Commission européenne a annoncé en mars un plan censé «aider nos entreprises sidérurgiques qui font face à des vents contraires violents sur le

marché mondial», en promettant notamment d'agir sur les coûts de l'énergie et le financement de la décarbonation. Du fait des normes environnementales européennes, la production d'acier avec un four électrique fonctionnant à l'hydrogène est indispensable pour prendre le relais des hauts fourneaux cracheurs de CO₂ dans l'atmosphère, et assurer la pérennité de l'usine dunkerquoise, le plus polluant de tous les sites industriels français. Un investissement de 1,8 milliard d'euros pour lequel est prévue une aide conséquente de l'Etat, toujours pas versée, à hauteur de 850 millions d'euros. Mais depuis, plus de nouvelles.

«Pour nous, la réalisation de cet investissement vaut maintien de l'emploi puisque cela engage l'industriel sur des sommes importantes», estimait d'ailleurs Bercy dans un brief organisé jeudi après-midi. «ArcelorMittal doit décarboner un tiers de ses sites français d'ici à 2030», rappelle Aline Baron, secrétaire adjointe de la CGT Arcelor-

Mittal Dunkerque. En effet, l'industrie sidérurgique a pour objectif de réduire ses émissions de CO₂ de 55% pour 2030 par rapport à 1990. «Si on ne réalise pas cet investissement maintenant, on va être en retard, poursuit-elle. Il faut trois ans de travaux pour mettre en place le processus de décarbonation, puis un an de test.»

Espoir. Marc Malhomme, de la CFE-CGC, se veut rassurant: «Les collègues qui travaillent sur le projet de décarbonation n'ont pas arrêté, ce qui nous donne de l'espoir. Mais c'est vrai, on ne voit pas la nouvelle usine sortir de terre.» Le groupe a par ailleurs annoncé des opérations de maintenance sur ses deux sites dunkerquois à hauteur de 254 millions d'euros en mars. Concernant la remise en état du haut fourneau 4, l'un des deux derniers, pièce maîtresse du site, Marc Malhomme prévient: «On le rebooste pour quelques années, mais il a 25 ans, et ne repartira pas pour vingt-cinq ans.» «ArcelorMittal est en train de dégrader l'outil de production,

et on se demande si ce n'est pas fait volontairement, s'interroge Julien Gokel, député socialiste local. Nous voulons des garanties de visibilité.»

Gaëtan Lecocq, de la CGT, voit, lui, déjà le coup d'après: «On n'a pas besoin de Mittal pour faire du métal, c'est notre slogan.» Il voudrait que l'Etat entre au capital de l'entreprise. Outre-Manche, le gouvernement garde d'ailleurs sérieusement sur la table l'option de la nationalisation des deux derniers hauts fourneaux du pays, détenus par British Steel, qui avait annoncé en mars son intention de les fermer. Cette stratégie est aussi passée par un projet de loi voté en avril par le Parlement britannique afin d'obliger l'entreprise chinoise Jingye, qui contrôle le site, à poursuivre son activité. Un tir de barrage politique qui a incité la direction à renoncer à son plan de licenciements. Interrogé sur une éventuelle entrée au capital de l'Etat, Bercy botte en touche: «A ce stade la question n'est pas posée, puisqu'ArcelorMittal n'est pas à vendre.»

L'HISTOIRE DU JOUR



LIBÉ.FR

La perspective d'une grève à la SNCF la semaine du 5 mai se renforce

Les négociations sont au point mort entre la direction et les deux syndicats qui ont déposé des préavis de grève, la CGT et SUD rail. Les forces représentatives, qui réclament une augmentation et une refonte des primes pour les contrôleurs et les conducteurs, annoncent une «semaine noire». PHOTO HANS LUCAS. AFP

«Les signaux sanitaires de ces insecticides portent sur des comportements comme l'anxiété ou le repli sur soi, observés chez de jeunes enfants.»



MATTHIEU SCHULER
directeur du pôle «sciences pour l'expertise» à l'Anses

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail monte d'un cran sa vigilance sur les pyréthriinoïdes, une famille d'insecticides. L'instance nationale a sonné «l'alerte», jeudi, sur ces produits utilisés contre les puces, les poux, les moustiques et autres hexapodes, dans les champs et les foyers. «Nous ne sommes pas sur des effets sanitaires aigus, comme les accidents cardio-vasculaires ou des hépatites. Mais ce n'est pas pour cette raison que c'est moins préoccupant», assure Matthieu Schuler, plaident pour un usage plus raisonné.

Recueilli par ANAÏS MORAN

Interview à lire en intégralité sur [Libération.fr](#)

Kenya: deux Belges accusés d'avoir capturé des milliers de fourmis

Un trafic inattendu. Les Belges Lornoy David et Seppe Lodewijck, ainsi que Dennis Nganga et Duh Hung Nguyen, un Kényan et un Vietnamiens faisant face à des accusations similaires dans une affaire de moindre ampleur, seront jugés le 7 mai, a annoncé le tribunal devant les hommes aux traits tirés, une salle d'audience comble et une mère en larmes. Selon l'acte d'accusation, les suspects belges ont été interpellés le 5 avril dans une pension bordant le lac Naivasha (centre du pays), en possession de 5 000 fourmis reines – dont l'espèce messor cephalotes, originaire de la région – insérées dans 2 244 tubes d'essai. Un document judiciaire indique que les fourmis, d'une valeur marchande estimée à environ 7 700 dollars (6 700 euros) peuvent survivre au moins deux mois dans les contenants.

Biopiraterie. Kenya Wildlife Service (KWS), l'agence nationale de conservation, a porté plainte contre les hommes, affirmant qu'il s'agissait non seulement d'un «crime contre la faune sauvage, mais

aussi d'un acte de biopiraterie. Les suspects «avaient l'intention de faire passer les fourmis en contrebande vers des marchés d'animaux exotiques de grande valeur en Europe et en Asie, où la demande d'espèces d'insectes rares est en hausse», a-t-elle ajouté dans un communiqué. Les deux hommes ont reconnu le 15 avril être coupables de possession des insectes mais pas de leur trafic, a souligné leur avocate Halima Magairo après l'audience. «Ce ne sont que de jeunes enfants qui explorent, a-t-elle déclaré. Les gens font ces choses quand ils [...] sont tout simplement mal informés.»

Lornoy David a été la semaine dernière cité par le quotidien kényan *The Standard*, plaidant que «ce n'était pas [leur] intention d'enfreindre la loi». Selon le même média, leur avocate a déclaré au tribunal qu'il s'agissait d'un «hobby». Le Kényan et le Vietnamiens, selon leur acte d'accusation, ont été arrêtés le 5 avril dans les comtés de Nairobi et de Machakos avec plusieurs centaines de fourmis dans quelque 140 tubes. Ils ont

Inde-Pakistan: la tension monte après l'attentat au Cachemire

Depuis vingt-quatre heures, le ton ne cesse de monter entre New Delhi et Islamabad, rappelant les pires heures de la relation entre les deux grands voisins ennemis. Comme souvent, l'étincelle a eu lieu au Cachemire, région himalayenne principalement divisée entre l'Inde et le Pakistan mais que les deux pays réclament chacun dans son intégralité depuis la partition des Indes britanniques en 1947. Mardi, le pire attentat contre des civils depuis 2000 y a fait 26 morts, en grande majorité des touristes, pris pour cibles par des tireurs près de la ville de Pahalgam. La traque des assaillants était toujours en cours jeudi soir. Sans attendre, l'Inde a accusé



A Dombivali (Inde), le 23 avril. PHOTO INDRANIL ADITYA. AFP

le Pakistan de soutenir les insurgés. Résultat, tous les citoyens pakistanais résidant en Inde – ils seraient environ un million – doivent quitter le pays d'ici dimanche. Les bénéficiaires d'un visa médical

chez eux. Islamabad a répliqué en intimant aux Indiens de quitter le Pakistan d'ici quarante-huit heures et en bloquant tout commerce avec l'Inde.

Le Premier ministre indien, Narendra Modi, chantre de l'ultra-nationalisme hindou, a promis de traquer «jusqu'au bout de la terre» les auteurs de l'attaque. Cette fois, il pourrait recourir à une arme nouvelle: le contrôle de l'eau. Parmi les mesures vengeresses annoncées figure en effet la suspension du traité de partage des eaux de l'Indus, «jusqu'à ce que le Pakistan renonce de manière crédible et irrévocable à son soutien au terrorisme transfrontalier».

NELLY DIDELOT

Bordeaux CLIMAT TOUR

Débats : **Vikash Dhorason, Lauren Bastide, Dominique Meda, Jean-Baptiste Freyssoz, François Gemenne, Frah (Shaka Ponk), Léa Falco, Thomas Legrand, Yamina Saheb, Nora Hamadi DJ Set MC dans le climat**, La Fine Equipe Lieux Athénée Municipal et Université de Bordeaux - Campus Victoire

16/17

mai

Libération | Ville de BORDEAUX | Gironde LE DEPARTEMENT | Université BORDEAUX | OFB | COOPÉRATION | Jean-Jacques GARNIER | Ouest-France | Aveyron | Poitou-Charentes

Pédocriminalité Comment l'omerta autour de Claude Lévéque a pris fin

Après des décennies d'impunité du plasticien accusé de violences sexuelles sur mineurs, une mère de famille, un commissaire d'exposition et un artiste l'ont confronté. Ouvrant enfin un dououreux chemin vers la justice pour les victimes, malgré l'aveuglement du monde de l'art.



Sandrine, qui a envoyé des lettres pour dénoncer Lévéque en 2015, et son mari.

Par
WILLY LE DEVIN
et **CLAIRE MOULÈNE**
Photos **CYRIL ZANNETTACCI VU**

Une lettre, puis deux, puis sept. Au printemps 2015, de mystérieux courriers parcourent la Nièvre et viennent garnir les boîtes aux lettres de la mairie et de l'association des parents d'élèves de l'école primaire de Raveau, la commune où réside alors partiellement le plasticien Claude Lévéque. D'autres missives sont adressées au commissariat de Montreuil, en banlieue parisienne, où l'artiste vit le reste du temps. Toutes délivrent le même message choc : «*Claude Lévéque est un pédophile, protégez vos enfants.*»

Dix ans plus tard, *Libération* a retrouvé l'auteur de ces lettres. Elle tient à garder l'anonymat, nous l'appellerons donc Sandrine. Son histoire est celle d'une victime collatérale de Claude Lévéque, murée dans la solitude avec son mari pour seul confident. Elle rencontre le plasticien, qu'elle ne nomme que sous le terme de «*prédateur*», dans les années 70 par l'intermédiaire de sa sœur, ancienne étudiante aux beaux-arts de Bourges. Lévéque se rapproche ensuite de sa famille quand son fils a 9 ans, et reste dans les parages les deux décennies suivantes en envoyant régulièrement des cartes postales au gré de ses vernissages. En 2013, une fois l'enfant devenu adulte, voilà qu'il se confie à ses parents sur des viols subis à l'été 1994, au domicile francilien de Lévéque, à Montreuil. Sandrine a «*hurlé, hurlé, et l'a pris dans ses bras*». «*Il n'y avait pas de portable à l'époque*, souligne la mère. *Le prédateur nous avait demandé si nous permettrions que notre fils vienne passer huit jours chez lui.*» Au retour, tout lui avait pourtant semblé normal, même si son fils sortait moins de sa chambre et calfeutrait la serrure de la salle de bains. «*Je m'étais posé des questions. Mais c'était un ami de ma sœur, il venait à la maison, chez mes parents... Je culpabilise encore. Ça a détruit mon fils, certainement, et moi aussi.*»

Avec son mari, ils se présentent ivres de rage chez Claude Lévéque, le 1^{er} mai 2013. «*On savait qu'il était là : on a frappé à la porte, il avait le sourire. Il a voulu m'embrasser, j'ai dit "certainement pas"*», s'emporte Sandrine. *Un petit garçon dans les 9, 10 ans était là aussi, avec lui. Le prédateur a fait un lapsus, en l'appelant par le même prénom que mon fils. Puis il a dit à ce petit garçon de rentrer chez lui. Face à nous, il a nié, je lui ai répété : "Tu mens, tu mens." Et il a fini par baisser les yeux quand même.*» Le couple y retournera une deuxième fois, Sandrine une troisième, où un garçon qui se présente comme le fils de Claude Lévéque lui ouvre de nouveau la porte. Des SMS s'intercalent entre chaque virée. Le 2 mai 2014, elle reçoit cette réponse en forme d'aveux figée dans un vieux téléphone Nokia qu'elle veille à ne pas abîmer à chaque fois qu'elle le recharge. Il servira de preuve au cas où, un jour, son fils décide de contacter les juges en charge de l'instruction au tribunal de

Bobigny: «Moi aussi je suis mal de te sentir avec tant de haine à mon égard, écrit alors Claude Lévéque. Je ne suis pas un salaud. Je n'essaye en rien de me disculper de ce malheureux écart. Je vous demande le pardon afin de dissiper cette haine qui nous maintient dans la douleur. Pardon.» «Il était inconcevable pour moi d'imaginer Lévéque s'en sortir avec ce seul SMS», livre Sandrine. Alors, elle décide de dégainer ses fameuses lettres anonymes : «Il fallait que ça bouge, je ne pouvais pas accepter que d'autres enfants subissent des crimes en silence. Me taire aurait fait de moi une complice.» Cet épisode est la première tentative de rompre l'omerta sur les agissements de Claude Lévéque. Mais faute de «lanceur d'alerte» identifiable, les autorités ne feront rien de ces courriers. Ils vont en revanche alimenter cinq ans plus tard la riposte de la défense du plasticien, visé alors par une première plainte déposée en 2019 par un autre artiste, longtemps dans le giron de Lévéque, Laurent Faulon. L'avocat de l'artiste à l'époque, Emmanuel Pierrat, dépose dans la foulée deux plaintes contre X pour «diffamation», «dénomination calomnieuse et chantage». Jusqu'à aujourd'hui, et la publication par Libération du témoignage de Sandrine, c'est Laurent Faulon qui était suspecté d'être ce «maître chanteur».

ÉPROUVANT TRAVAIL

Désormais mis en examen pour «viols sur mineur de 15 ans», «viols sur mineur par personne ayant autorité de droit ou de fait sur la victime» et «agressions sexuelles sur mineur de 15 ans par personne ayant autorité», Lévéque est dans l'attente de son futur procès. A présent assisté par les avocats Patrick Klugman et Lucas Veil, il a partiellement reconnu devant la justice des actes sexuels commis sur plusieurs mineurs, mais seulement autour de leurs 15 ans – espérant, en se rapprochant de l'âge actuel de la majorité sexuelle, minorer la portée de ses actes. Des déclarations en contradiction avec la série de témoignages recueillis par Libération, révélant quarante ans d'impunité.

Un autre couple, pourtant, avait tiré la sonnette d'alarme. Elle, Julie Faitot, est commissaire d'exposition. Lui, Jonathan Loppin, artiste et curateur, est un proche de Claude Lévéque, qu'il voit comme son mentor. Fin 2018, Julie Faitot invite son amie, la plasticienne Delphine Reist, dans le centre d'art normand dont elle vient de prendre la direction. Or, Reist est la compagne de Laurent Faulon. Au téléphone, elle lui révèle alors les violences sexuelles subies par son conjoint lorsqu'il était mineur. «C'était l'horreur, une idole qui tombait, quelqu'un à qui je faisais confiance, un ami», enrage encore Jonathan Loppin. Il va être parmi les premiers à décro-

cher son téléphone pour alerter le milieu, et notamment la prestigieuse galerie Kamel Mennour. Loppin déconseille même à son directeur éponyme de présenter le travail de Claude Lévéque lors d'une exposition consacrée à l'enfance – intitulée «Et pour toi, c'est quoi le monde d'après?» –, et programmée après le premier confinement. Mennour maintiendra néanmoins l'événement. Loppin échangera aussi directement avec Lévéque, lors d'une conversation téléphonique de plus de trois heures, pour le sommer d'affronter ses responsabilités : «Je me rappelle faire les cent pas dans le jardin, l'entendre pleurer, me parler de dates, d'âges, me dire des trucs hors sol», rembobine-t-il. Leur amitié ne résistera pas à ces sinistres découvertes.

Le 24 février 2019, Julie Faitot adresse un «signalement d'un mineur en situation préoccupante» au procureur de Bobigny : «J'ai rencontré R. lors d'une visite à mon domicile les 31 décembre 2013. Alors âgé de 11-12 ans, R. accompagnait Cl (sic) Lévéque qui nous l'a présenté comme son fils [...] Sans avoir de certitude quant à la nature de leur relation, la situation de R. me semble rétrospectivement préoccupante au regard des similitudes qu'elle entretient avec l'expérience de Laurent Faulon dont j'ai eu connaissance il y a peu (même tranche d'âge et même ennui d'un jeune garçon vivant à la campagne; mêmes séjours récurrents pendant les vacances scolaires; mêmes collaborations et associations aux œuvres de l'artiste) et d'un fait plus particulier : lors de leur séjour à notre domicile, nous avions préparé deux chambres séparées pour Cl Lévéque et R. Cl Lévéque nous a informé que R. "avait peur" et préférait dormir dans la même chambre que lui. R. avait l'air un peu timide et cela nous a semblé vraisemblable à l'époque.» R., que Libération a pu identifier, ne s'est pas déclaré victime auprès de la justice à ce jour. Il fait néanmoins partie des personnes avec lesquelles Claude Lévéque n'a pas le droit d'entrer en contact, comme le stipule son contrôle judiciaire. Mesure qu'il a déjà violée, ce qui lui a valu un rappel à l'ordre de l'autorité judiciaire au printemps 2024.

A l'automne 2020, le couple Faitot-Loppin décide de réunir les faits dont ils ont connaissance dans un tableau Excel intitulé «Timeline» qui permet de prendre la mesure de l'ampleur et de la durée du «système Lévéque». «C'était notre façon de mettre à distance toutes ces informations affreuses, il s'agissait aussi pour nous de croiser les agressions et les collaborations artistiques», se souvient Julie Faitot. Ligne après ligne, toutes plus effroyables, on y découvre «attouchements» et autres «viols», mais aussi de nombreux vernissages, ventilés selon une avalanche de dates allant de sa naissance, en 1953, à 2020. La visée de cet éprouvant travail? Recuperer et «comprendre



Claude Lévéque en 2015. PHOTO AUDOIN DESFORGES

les séquences, au moment où les premières enquêtes de presse se concrétisent», ponctue Julie Faitot. Les sévices subis par Laurent Faulon y sont consignés. Le terme «pénétrations» surgit pour la première fois en avril 1983, et se répète implacablement jusqu'en décembre 1986. La prose est crue, clinique. Août 1986: «LF [Laurent Faulon] en vacances chez CL [Claude Lévéque] avec un autre garçon (pénétrations).» Mars 2008: «CL dit à LF avoir des relations sexuelles avec Léo Carbonnier», victime de faits non prescrits, allant de 2003 à 2009.

PREMIÈRE DÉFLAGRATION

Avant de «se mettre en ordre de bataille», Laurent Faulon, première victime à se signaler, a dû s'extirper d'une destinée noire. L'un de ses frères s'est suicidé, l'autre a coupé les ponts, car il s'oppose à lui sur le cas Lévéque. Lui-même a eu durant des années des pensées suicidaires et une dépendance aux opiacés. Le déclic, il l'a eu en 2017, après une discussion avec

une commissaire d'exposition suisse, qui l'avait invité à un événement auquel participait aussi Claude Lévéque. Le fils de la commissaire, alors âgé de 12 ans, tient le bar lors du vernissage : «Je l'observais, confie Laurent Faulon. Il avait le physique qui faisait kiffer Lévéque, j'ai eu peur. Alors, j'ai balancé à sa mère : il m'a violé, fais gaffe à ton fils. J'ai eu une peur panique : que ce gamin soit le prochain sur la liste, d'autant qu'il était prévu que lui aussi parte en vacances prochainement avec Lévéque. C'était la première fois que je me confiais à quelqu'un du milieu.» Alors que la commissaire suisse le réinvite l'année suivante, avec Claude Lévéque, comme si de rien n'était, Laurent Faulon en déduit que «la seule chose qui [lui] reste à faire est de parler publiquement pour alerter». En déposant plainte en 2019, traçant ainsi le sillon pour les autres, Laurent Faulon redevient un acteur de sa propre histoire. Il dépose alors «l'énorme sac à dos qu'il a porté toute sa vie», mots qu'il

Suite page 16



Le 2 mai 2014, Sandrine reçoit un SMS de Lévéque, qui sonne comme un aveu.



Mathias Ader, qui aurait été victime en 1979, veut «que la honte change de camp».

Suite de la page 15 employait dans un portrait que lui avait consacré *Libération* en 2021. Les faits le concernant étant prescrits, il a fallu l'arrivée dans la procédure des frères Armand et David (1), ainsi que de Léo Carbonnier, pour qu'un futur procès se dessine.

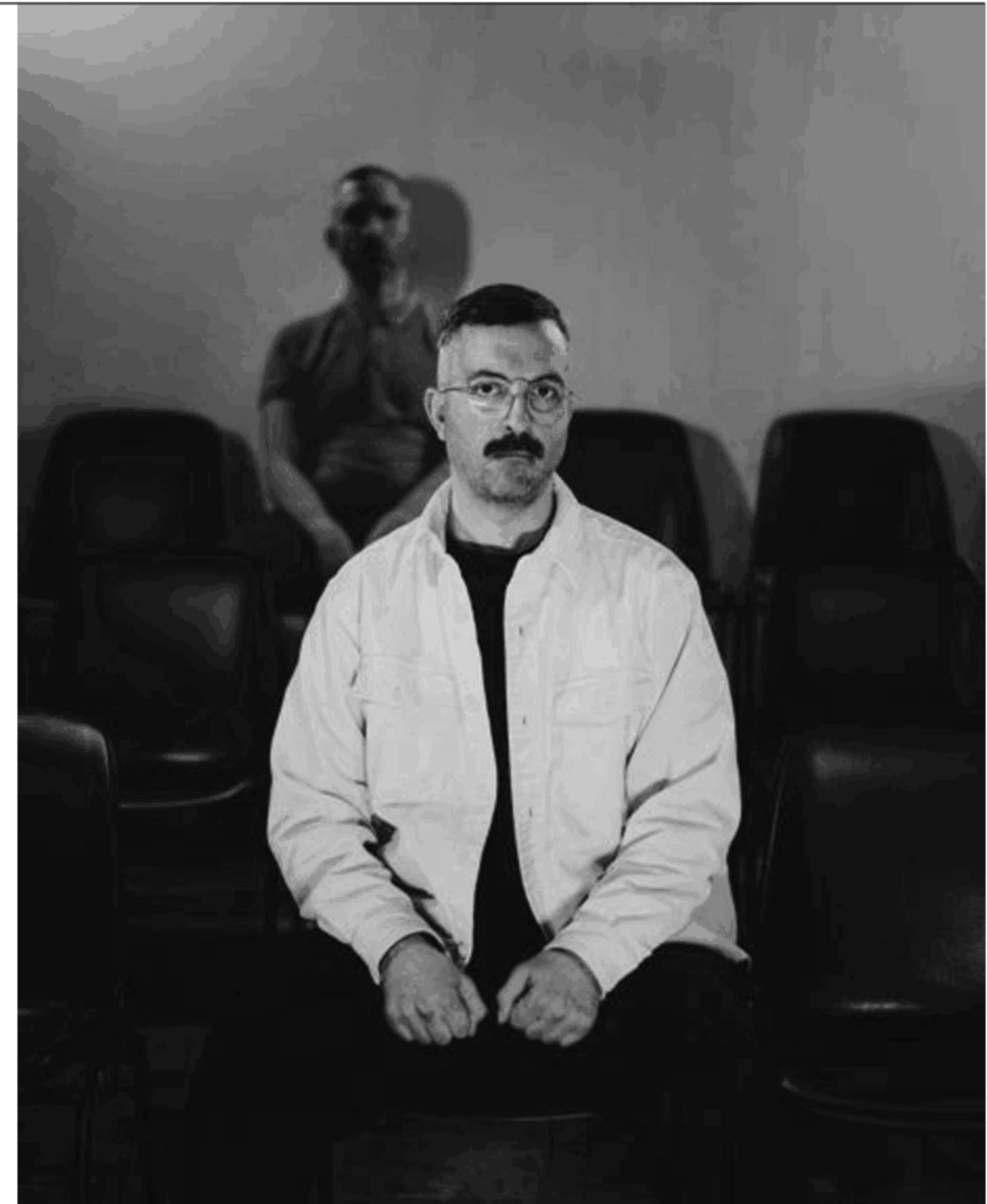
En janvier 2021, la révélation de l'affaire par *le Monde*, *Mediapart* puis *Libération* est une déflagration dans le monde de l'art. Quelques semaines auparavant, le 26 novembre 2020, le ministère de la Culture avait publié, ce qui est rarissime, ce communiqué : «Le ministère a pris la décision, à la suite du courrier d'un sculpteur et enseignant en art [Faulon, ndlr] invoquant des faits très graves s'ils étaient avérés et impliquant un autre artiste [Lévéque], de faire un signalement au procureur de la République.» A l'époque, c'est Roselyne Bachelot qui est en poste rue de Valois. Comme Lévéque, elle est originaire de Nevers. Les deux ont même été désignés quelque temps auparavant «ambassadeurs culturels de la ville».

VERTIGE DE L'EFFECTRATION

Les langues vont commencer à se délier. Mais pas dans la direction attendue. Le 23 février 2021, *Art Press* dégaine une tribune intitulée «Présomption d'innocence». Le texte brandit le spectre de l'affaire Baudis (du nom de l'ancien maire de Toulouse, mêlé à tort à une affaire de «viols et proxénétisme aggravé») et dénonce avec verve le risque de «vérités infléchies, de rumeurs, de fake news, d'accusations sans fondement, de mensonges». Le décrochage des œuvres de Claude Lévéque y est jugé prématuré et «arbitraire». Signée par 65 personnalités, la tribune concentre des personnalités de premier plan, dont la fondatrice d'*Art Press*, Catherine Millet, l'architecte Patrick Bouchain, l'ex-directeur des arts plastiques du ministère de la Culture Olivier Kaepelin, le galeriste Yvon Lambert ou le critique d'art Michel Nuridsany.

A la même période, Mathias Ader, à qui Lévéque a imposé une masturbation à l'âge de 10 ans en 1979, contacte Laurent Faulon. «On ne connaît pas particulièrement, mais je le fais par solidarité. Pour que la honte change de camp», explique-t-il. En effet, Mathias Ader gardait un souvenir persistant de Laurent Faulon: ado, il l'avait croisé à l'occasion de vacances dans le Sud, près d'Alès, dans une ferme fréquentée avec ses copains musiciens. Faulon, 15 ans à l'époque, était venu y passer quelques jours avec Lévéque, proche des propriétaires. Ader se souvient avoir ressenti du «dégout» pour celui qu'il perçoit alors avec dédain comme la «petite bonne femme de Lévéque». «Quand, des décennies plus tard, Laurent Faulon porte plainte, je me suis souvenu de cela, et j'ai eu honte, regrette Mathias Ader. Ce mépris que j'ai ressenti il y a quarante ans, car je ne me rendais tout simplement pas compte de la situation, m'a choqué. Si je parle aujourd'hui, poursuit-il, c'est pour ceux qui ne le peuvent pas.»

«Lémancipation», terme qui revient parfois chez les victimes de l'artiste, a été plus lente encore pour les deux frères David et Armand. Si le cadet a témoigné plus spontanément dans l'enquête, David, l'aîné, 43 ans, victime d'agissements plus graves dans les années 90, a dû «déconstruire des pans entiers de sa vie pour y parvenir». Outre que Lévéque était un ami de ses parents, puis son employeur, il a aussi fallu briser les préceptes savamment inculqués par le plasticien: «Claude intellectualise tout, y compris évidemment ses pratiques sexuelles. Il les justifie par les sentiments, les mœurs d'une époque, un élan libertarien, ainsi qu'un corpus littéraire», raconte-t-il. Faulon confirme: «Il nous mettait les mêmes livres entre les mains, ceux qui théorisent la permissivité de l'éducation sexuelle de l'enfant par l'adulte.» Parmi les références: *Emile perverti* du philosophe René Schérer, *Quand*



Les frères Armand et David côtoient le plasticien dans les années 90.

mourut Jonathan de l'écrivain Tony Duvert, les essais de l'ex-journaliste de *Libération* Guy Hocquenghem, ou certains textes du romancier Michel Tournier. «Ces intellectuels ont agi selon moi comme des parasites, en marge des luttes pour l'emancipation des femmes, des homosexuels. Et les pédocriminels ont fait leur nid là-dedans», déplore Laurent Faulon. Pour les deux frères, il a aussi fallu dompter la peur d'apprendre ce que l'autre avait vécu, oser le vertige de l'effraction dans des secrets et souvenirs traumatisques. Ce temps n'est venu qu'en suivant la linéarité de la procédure judiciaire. Avant, ce que chacun avait vécu avec le plasticien demeurait un tabou parfaitem

tement hermétique, à l'exception d'une courte fenêtre, vite refermée, au début des années 2000. «J'avais raconté à mon frère ce qui m'était arrivé pour en vérifier la crédibilité, mais il avait fermé le ban. Paradoxalement, à l'époque, ça m'avait rassuré», confie Armand. Il faudra attendre la fin 2020, et l'imminence de la révélation de l'affaire par les médias pour que David se livre à la compagne d'Armand, lors d'une nuit alcoolisée : «J'étais parti me coucher, mais je me réveille et j'entends des bribes de la conversation, se souvient Armand. D'un coup, ça a été la dégringolade. Quand j'ai appris ce qui était arrivé à mon frère, c'est devenu très dur d'avoir ce pas-



Pendant vingt ans, l'artiste envoie souvent des cartes à Sandrine et sa famille.

sé-là. Claude ayant été présent sur tout le spectre de notre existence, j'avais presque l'impression de perdre un être cher. Mais en même temps, j'étais assommé par la dégueulasserie de ce qu'il avait fait.» Ils filent ensuite à Bordeaux voir leurs parents. «Ils sont tombés des nues, lâche Armand. On a passé le week-end ensemble pour faire bloc, en famille.»

Durant un temps, les deux frères vont néanmoins diverger sur la marche à suivre. «Pour moi, il faut témoigner tout de suite, resitue Armand. Le mouvement #MeToo est né, je m'intéresse à Adèle Haenel [qui dénonce des agressions sexuelles du réalisateur Christophe Ruggia]. Je prends aussi conscience de tout ce qui se perpétue dans la société, même si avant que mon frère ne parle, je ne le reliais pas vraiment à mon histoire. Il est néanmoins assez clair pour moi qu'il ne faut pas garder ça pour nous. Notamment pour ceux qui ne peuvent rien faire.» Avec David, ils discutent beaucoup au téléphone, ce qui est nouveau dans leur relation. «On rattrape une intimité», dit Armand. Ils se fâchent parfois. «David fait le yoyo», encore «vassalisé» par Lévêque, décrypte le plus jeune.

David le reconnaît. Il est à cette période au cœur «d'un cauchemar», pris dans un labyrinthe émotionnel entre la peur, la honte, le silence et la culpabilité. Collaborateur principal de Claude Lévêque, recruté en 2008 et salarié de la galerie qui le promeut, il dépend professionnellement et financièrement de son agresseur. La première fois qu'il est entendu par les enquêteurs, il nie tout: «Lévêque est au courant de mon audition, je suis alors complètement solidaire de lui. Je suis dans cette impasse absurde, qui consiste à le sauver lui pour mieux me sauver moi. Je sens que ma vie va s'effondrer. Et même si je suis reconnaissant à Faulon d'avoir ouvert la voie, je vis les événements comme un braquage. Je ne veux pas faire partie d'une communauté de malheur.» David va en perdre le sommeil, en vient à vénérer les confinements dus au Covid, qui sont autant de respirations qui l'éloignent de Lévêque. Mais il aide quand même son agresseur à faire le tri dans les photos compromettantes, à concasser et jeter des disques durs en catastrophe dans des poubelles proches du centre d'art de Saint-Nazaire où l'artiste expose encore à l'été 2020. Ecartelé entre deux extrêmes irréconciliables: «Préserver le secret et implorer qu'il éclate.»

Après l'article du *Monde* en 2021, David trouve pour la première fois la force d'annoncer à Claude Lévêque qu'il ne veut plus travailler pour lui. Il lui envoie une demande de rupture conventionnelle, à laquelle le plasticien répond par un protocole transactionnel, le 19 mars 2021. Consulté par *Libération*, le document prévoit le versement de 40 000 euros net à David contre un engagement de confidentialité: «Les Parties s'engagent également à ne faire, dire, suggérer ou entreprendre quoi que ce soit qui, directement ou indirectement, puisse nuire ou porter atteinte à l'image, aux intérêts, à la réputation ou à la considération de l'autre Partie.» Puis, article suivant: «Les Parties s'engagent à ne pas divulguer à qui que ce soit l'existence et les termes de la présente transaction qui devra rester strictement confidentielle.» David ne signera jamais cet accord, mais la somme due au titre de la rupture conventionnelle va bien lui être versée. Dès lors, la stratégie de la défense de Lévêque interroge: en faisant croire à l'intéressé que l'octroi des 40 000 euros était conditionné à la validation des clauses, ne voulait-il pas plutôt acheter son silence? A ce titre, les derniers mots du plasticien à son égard sont édifiants: «Tu ne vas pas parler hein?» A la galerie, le poste de David est «reconfiguré» - le voilà désormais responsable de la régie, loin de l'artiste.

Mais ce qu'a oublié un peu vite Claude Lévêque, c'est que David a eu longtemps accès à

tous ses mails. Et a notamment lu cette question de l'artiste, adressée à ses avocats: «Ça y est, David est retourné par la situation, que dois-je faire?» A l'époque, c'est toujours Emmanuel Pierrat qui représente les intérêts de l'artiste. David va même être associé aux premiers rendez-vous destinés à caler sa défense: «Lors de la première rencontre, je suis reçu par Pierrat avec Claude. Mais au deuxième rendez-vous, on est séparés, et on me confie à une collaboratrice [de l'avocat]. Je me suis alors effondré devant elle, j'ai commencé à raconter ce qui m'était arrivé, mais en minimisant, et en lui disant que j'avais 15 ans. J'éducore certes, mais je lui raconte clairement que je suis victime.» Alors qu'il aurait dû se déporter immédiatement de ce conflit d'intérêts devenu évident - un avocat ne peut à la fois défendre un mis en cause et l'une de ses potentielles victimes - le cabinet Pierrat va pourtant continuer de conseiller David. Pour savoir ce qu'il pouvait révéler aux enquêteurs? Contacté par *Libération*, Emmanuel Pierrat n'a pas donné suite.

Entre les mains d'une nouvelle avocate, libéré de son contrat avec l'artiste, David va définitivement dynamiter le système Lévêque lors d'une audition de six heures, fin 2022. Avec Armand, ils vont également apprivoiser ce que l'autre a vécu, d'abord en lisant séparément leurs dépositions mutuelles, puis en discutant de visu.

UN PASSÉ À «PURGER»

Léo Carbonnier, lui, a rejoint la procédure le dernier, en novembre 2024. Désormais charcutier-traiteur, il a, lui aussi, d'abord pris la défense de son ex-agresseur. Lors d'une première audition où il n'est pas disert, puis en lui écrivant une lettre de soutien. L'été dernier, lorsqu'il reçoit une nouvelle convocation du tribunal de Bobigny, la donne a changé. Il repense à cet oncle qui, il y a plus de vingt ans, avait été le premier à réagir, en sermonnant sa mère, admiratrice éperdue de Lévêque, alors qu'il partageait sa chambre avec l'artiste quinquagénaire, au domicile familial: «Lorsqu'il a découvert le matelas au sol, il a dit à ma mère qu'elle était inconsciente. A l'époque, il m'avait même invité au restaurant pour en parler.» Mais il s'était alors muré dans le silence.

Une première fois, il avait néanmoins réussi à se sortir de l'emprise de Lévêque. C'était lors de son entrée en seconde, où il avait pris le contre-pied de ce que tentait alors de lui inculquer l'artiste. Loin des amours prépubères du Caravage et des films de Téchiné que Lévêque lui faisait aimer, et d'un chant du cygne punk dans lequel le plasticien continuait de se lover, Léo Carbonnier a rencontré une fille, intégré une équipe de rugby. «Un monde beau et de machistes», pour Lévêque, qui se montrait «toujours jugeant», dit-il.

En cette fin d'été 2024, c'est tout ce passé noir que Léo Carbonnier veut «purger». En une soirée, il informe des amis, ses deux frères, son épouse et le fameux oncle de la démarche qu'il va entreprendre. Jeune père de famille, il éprouve aussi un déclic en observant son fils de 2 ans «pétiller»: «Je le regardais jouer, et je me suis dit que je devais parler. Pour ne pas que ça lui arrive.» Parler, comme seule voie pour protéger. Et perforer les complicités amicales et les œillères du monde de l'art contemporain. ♦

(1) Le prénom a été modifié



Retrouvez les **deux précédents épisodes** de notre enquête sur Claude Lévêque sur *Libération.fr*

SOLIDAYS
27-29 JUIN
PARIS-LONGCHAMP

A-Z

**DAMSO • FISHER • GIMS
JAMES HYPE • KALASH
LAMOMALI • LETO • MC★SOLAAR
RILÈS • SCH • SEAN PAUL • SHAY
WERENOI • ZAHO DE SAGAZAN**

ALIOCHA SCHNEIDER • APASHE WITH BRASS ORCHESTRA • B.B. JACQUES BIGA*RANX • BOUSS • ELOI • JAHNERATION • JERSEY KOMPROMAT • L'IMPÉRATRICE • LA MANO 1.9 MEUTE • MIKI • PERCEVAL • PICHE • YELLE 20th ANNIVERSARY • YOA & MANY MORE...

VILLE DE PARIS RATP Région Île-de-France

HUGO DÉCRYPTÉ

UN FÉMINISTE SOLIDAIRES

À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1

21h10. Danse avec les stars. Divertissement. Émission 11 (Parties 1 & 2). Présenté par Camille Combal. **23h40.** Danse avec les stars, la suite. Divertissement. Émission 11.

FRANCE 2

21h10. Tropiques criminels. Série. Saint Laurent. Schoelcher. **22h45.** Taratata 100% live. Divertissement. Présenté par Nagui.

FRANCE 3

21h05. L'amour chez les autres. Théâtre. Avec Jonathan Lambert, Virginie Hocq. **22h55.** Le Splendid, l'incroyable histoire des bronzés. Magazine.

CANAL+

21h05. L'amour ouf. Comédie. Avec Adèle Exarchopoulos, François Civil. **23h40.** L'amour ouf : histoire d'un succès fou. Documentaire.

ARTE

20h55. Le vengeur masqué. Téléfilm. Avec Picco Von Groote, Barnaby Metschurat. **22h30.** Mort ou vif. Western. Avec Sharon Stone.

M6

21h10. Eiffel. Biopic. Avec Romain Duris, Emma Mackey. **23h05.** Eiffel, les derniers secrets. Documentaire.

FRANCE 4

21h00. Certe Mathurin - La fièvre. Spectacle. **22h00.** Éphémère, le concert. Concert.

FRANCE 5

21h05. Une journée particulière. Drame. Avec Sophia Loren, Marcello Mastroianni. **22h50.** Marcello Mastroianni, irrésistiblement libre.

PARIS PREMIÈRE

21h00. Le fugitif. Thriller. Avec Harrison Ford, Tommy Lee Jones. **23h15.** Taken 3. Film.

TMC

21h25. Ducobu 3. Comédie. Avec Élie Semoun, Mathys Gros. **23h15.** La tête dans les étoiles. Film.

W9

21h10. Enquête d'action. Magazine. Paris sous tension : la BAC contre-attaque !. **23h00.** Enquête d'action. Magazine.

TFX

21h10. Baby Boom. Documentaire. Un père et passe. Et ils vécurent heureux. **23h55.** Baby boom. Documentaire.

CSTAR

21h10. Greg Guillotin : le pire stagiaire. Divertissement. **22h45.** Greg Guillotin : le pire gendre. Divertissement.

TF1 SÉRIES FILMS

21h10. New York, unité spéciale. Série. Beau parleur. Pêché de faiblesse. **22h50.** New York, unité spéciale. Série.

6TER

21h10. Bones. Série. L'herbe sous le pied. Le Chupacabra. **22h40.** Bones. Série. 4 épisodes.

CHÉRIE 25

21h05. Héritages. Magazine. Où est passé l'héritage ? 3 reportages. **22h55.** Héritages. Magazine.

L'ÉQUIPE

21h10. The Yacht. Téléfilm. Avec Ruby Rose, Patrick Schwarzenegger. **22h55.** L'Équipe du Soir. Magazine.

RMC DÉCOUVERTE

21h15. The Grand Tour avec Jeremy Clarkson. Documentaire. Ford à mort. **22h20.** The Grand Tour avec Jeremy Clarkson. Documentaire.

RMC STORY

21h10. Le Bigdil, le retour événement. Divertissement. Épisode 17. **22h35.** Le Bigdil, le retour événement.

LCP

20h30. Debatdoc. Documentaire. Les dernières batailles du pape François. **22h00.** 1945, la chute du Reich.

libération

[www.libération.fr](http://www.liberation.fr)
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL
Libération
SARL au capital
de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199
Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué
de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes
de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Hamdam Mostafavi,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Beccuembois
(spéciaux), Laure Bretton,
Gilles Dhers (pilotes web),
Christian Loisson
(enquête),
Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (L.),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yoann Duval (forums),
Matthieu Ecoffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camélia Paugam (actu),
Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES
& CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM
LE TRI
+ FACILE

Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de
l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur
d'eutrophisation :
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non-
restitution de documents.
Pour joindre un journaliste
par mail : initiale du
prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5529 MOYEN

5	2	8		4
8	2	4	7	
4		5		9
7	4		3	8
		8	4	9
			5	2
3	9			
1		2		7
2	3	1	6	9
9		4	7	
				8



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

2	8	5	1	3	9	4	6	7
6	1	7	2	4	8	3	9	5
3	4	9	5	6	7	1	8	2
7	5	1	3	8	2	6	4	9
9	2	8	4	7	6	5	3	1
4	6	3	9	1	5	7	2	8
5	7	2	6	9	3	8	1	4
8	3	4	7	2	1	9	5	6
1	9	6	8	5	4	2	7	3

SUDOKU 5529 DIFFICILE

7		5	1	2
5		2	8	
	2	4	1	7
1	4			3
2	9		5	4
8	3			7
	6	2	7	
	4	5		3
	7	1		9



Faites un don à Libé

◆ Soutenez le travail exigeant de 220 journalistes engagés et indépendants

◆ Défendez la liberté de la presse et son rôle dans le débat démocratique

◆ Participez activement à la transformation de la presse à l'ère du numérique



Je souhaite faire un don par carte bancaire, chèque ou PayPal : liberation.fr/don

L'association Presse et Pluralisme

vous permet d'effectuer un don à Libération et de bénéficier d'une déduction d'impôt égale à 66% du montant versé (dans la limite de 20% de votre revenu imposable).

Vous avez la possibilité d'effectuer un don ponctuel ou mensuel via un paiement sécurisé par carte bancaire, par chèque ou par PayPal.

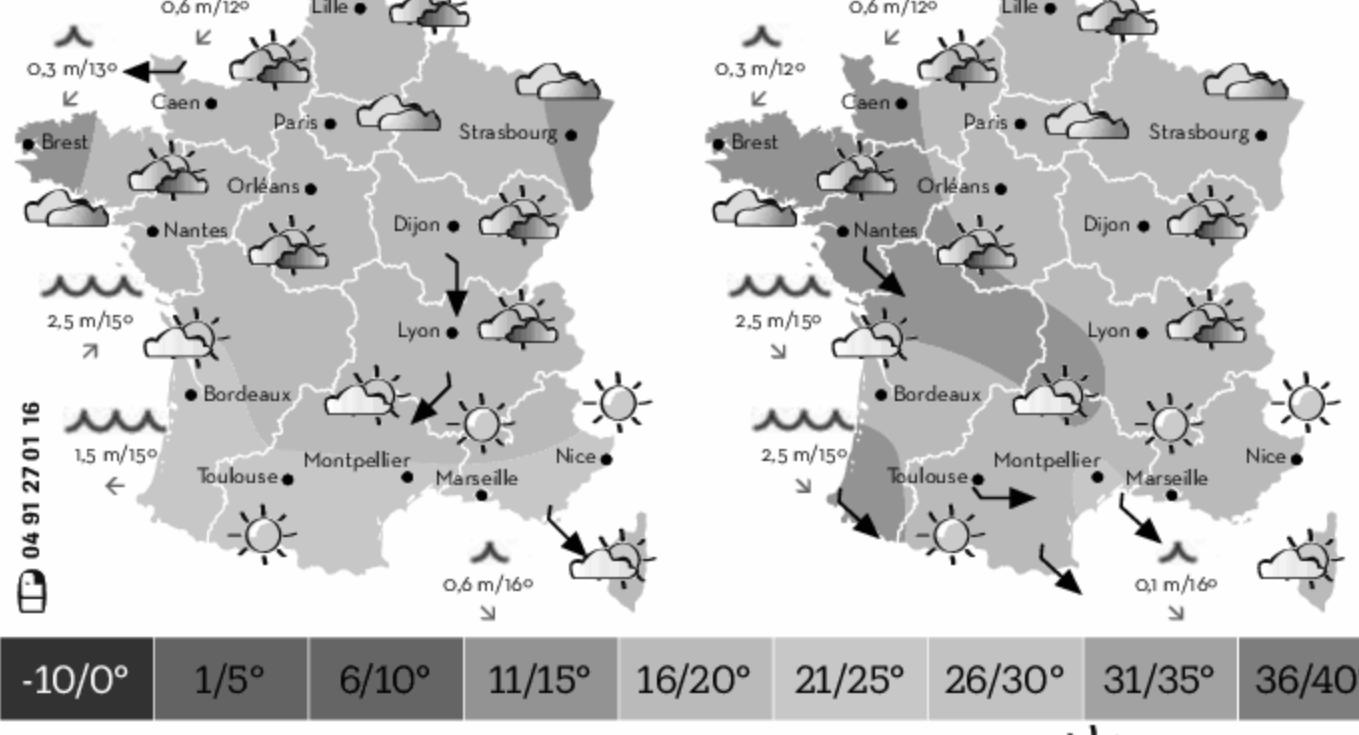
Presse et Pluralisme émettra un reçu fiscal et vous l'enverra afin que vous puissiez bénéficier de la déduction d'impôt.

SAMEDI 26

Temps doux et variable sur les deux tiers du pays, mais une perturbation est présente sur l'Ouest avec un ciel chaotique et des averses parfois orageuses. La douceur est généralisée, autour de 20 °C.

EN SOIRÉE Le temps reste instable dans l'Ouest avec des averses orageuses. Même chose, localement, sur les Alpes du sud. Autrefois, temps calme et doux.





la chaîne météo www.lachainemeteo.com
vos prévisions gratuites à 15 jours

FRANCE

MIN MAX

Lille	9	16

<tbl_r cells="3" ix="5" maxcspan="1" maxrspan="

IDÉES/

Laurie Laufer «Perverses, hystériques... Ces termes ont été inventés pour contrôler le corps et la sexualité des femmes»

De nombreux discours savants ont médicalisé et pathologisé, depuis le XIX^e siècle, le désir féminin d'émancipation, explique la psychanalyste. Elle en appelle à une pratique analytique plus libre et attentive à la situation matérielle des femmes.

Recueilli par
CÉCILE DAUMAS

A la fin du XIX^e siècle, elles refusaient le mariage et la maternité, voulaient vivre leur sexualité, éprouver leur liberté. Amazones ou petites sœurs de Sappho, Baudelaire voyait en elles «la modernité». Plus tard, ce fut Virginia Woolf, Simone de Beauvoir, Monique Wittig qui font entendre leurs voix contre ces discours qui enferment et pathologisent la demande d'émancipation des femmes (hystérie, dépression, perversion).

Entre mauvaise mère et putain, trois champs sont particulièrement visés: la maternité, la féminité, la sexualité. Ces femmes indociles, célèbres ou invisibilisées sont réduites, dans le quotidien de leur vie, au silence ou à la folie. Dans son essai *les Héroïnes de la modernité: mauvaises filles et psychanalyse matérialiste* (éditions la Découverte), la psychanalyste Laurie Laufer part de ces «mauvaises filles» pour montrer combien leur audace et leur force bousculent les hiérarchies, les pouvoirs, les inégalités. Des figures libres qui résonnent avec sa propre pratique psychanalytique. Professeure à l'université Paris-Cité, Laurie Laufer est l'une des voix du renouveau de la pratique analytique. Dans son précédent ouvrage, *Vers une psychanalyse émancipée*.



CHARLOTTE KREBS

INTERVIEW

épouse, femme reproductive, hétérosexuelle, monogame. Certaines de ces figures libres sont très connues, Virginia Woolf (1882-1941) ou Simone de Beauvoir (1908-1986), et d'autres, très nombreuses, ont été invisibilisées. Au début du XX^e siècle, Natalie Clifford Barney (1876-1972) tient un salon où elle n'invite que des femmes artistes ou écrivaines. Elle vit une passion amoureuse avec la courtisane Liane de Pougy (1869-1950).

En 1911, Madeleine Pelletier (1874-1939), première femme psychiatre en France, écrit un texte intitulé: «le Droit à l'avortement». Habillée en homme, les cheveux coupés court, elle estime que l'égalité entre les sexes passe par l'effacement des genres. Elle est dénoncée pour avoir pratiqué un avortement. Sur

le point d'être emprisonnée, elle est diagnostiquée délirante. Elle est internée et meurt dans la misère et la solitude en 1939. Dans les années 1950, l'écrivaine Violette Leduc (1907-1972) décrit dans son roman *Ravages* des scènes d'une violence rare sur l'avortement, alors criminalisé. Toutes ces femmes annoncent les futures mobilisations féministes.

Pourquoi ces femmes inquiètent-elles la société et le pouvoir des hommes ?

Selon la société d'alors, elles brouillent les frontières des corps et des sexualités. Dans les années 1920, les garçons se coupent les cheveux. Aujourd'hui, dans une perspective différente, ce sont les Iraniennes qui se révoltent contre le port du voile obligatoire et adoptent ce même geste de contestation: elles sortent dans la rue, elles investissent l'espace masculin. Elles sécularisent le corps féminin et la vie des femmes, en les retirant du champ religieux, de ce devoir d'obéissance et de fidélité.

Ces femmes défient le pouvoir, en visibilisant et érotisant leurs corps. C'est pourquoi je voulais terminer le livre par leurs mots: «Femme, vie,

«C'est en les laissant parler, que [Freud] a inventé la méthode de l'association libre. Il y avait dans la parole de ces patientes des représentations qui étaient refoulées, interdites.»

liberté». Ce qui est insupportable pour le pouvoir patriarcal, c'est l'excès. Elles aiment trop, elles veulent trop, ce «trop-plein» dépasse le cadre défini par l'ordre social et patriarcal. Dans *Une sorcière comme les autres*, Anne Sylvestre chante: «Forte, vous me combattiez/Faible, vous me méprisiez.»

Face à elles, vous montrez que de nombreux termes sont créés par les psychiatres et les sexologues pour les contrôler, les disqualifier. Elles sont traitées de folles, d'hystériques, de perverses...

A partir de l'émergence d'une «science sexuelle» au XIX^e siècle (qui deviendra la sexologie), les paroles, les corps, les comportements des femmes vont être diagnostiqués, médicalisés, pathologisés. Le psychiatre allemand Krafft-Ebing (1840-1902) établit un manuel des déviations sexuelles, intitulé *Psychopathia sexualis*, dont le projet est clair: tout ce qui n'a pas comme visée la reproduction de l'espèce est une déviance. Et comme à l'époque, la femme est le vecteur de la reproduction de l'espèce, tout ce qui sort de ce schéma est hors norme. Ainsi, ces femmes ne sont plus habitées par le diable, mais par leurs excès et leurs débordements. Hystérisation et hypersexualisation vont de pair. On invente un catalogue de termes pour contrôler les femmes et les abaisser, les faire rentrer dans l'ordre. On dit qu'elles sont perverses, hystériques, mélancoliques – alors qu'elles veulent simplement vivre, libres. Ces termes constituent ce que j'appelle des camisoles discursives.

La doxa psychanalytique a aussi produit un savoir très négatif: femme frigide ou mère défaillante, Freud parle de «continent noir»...

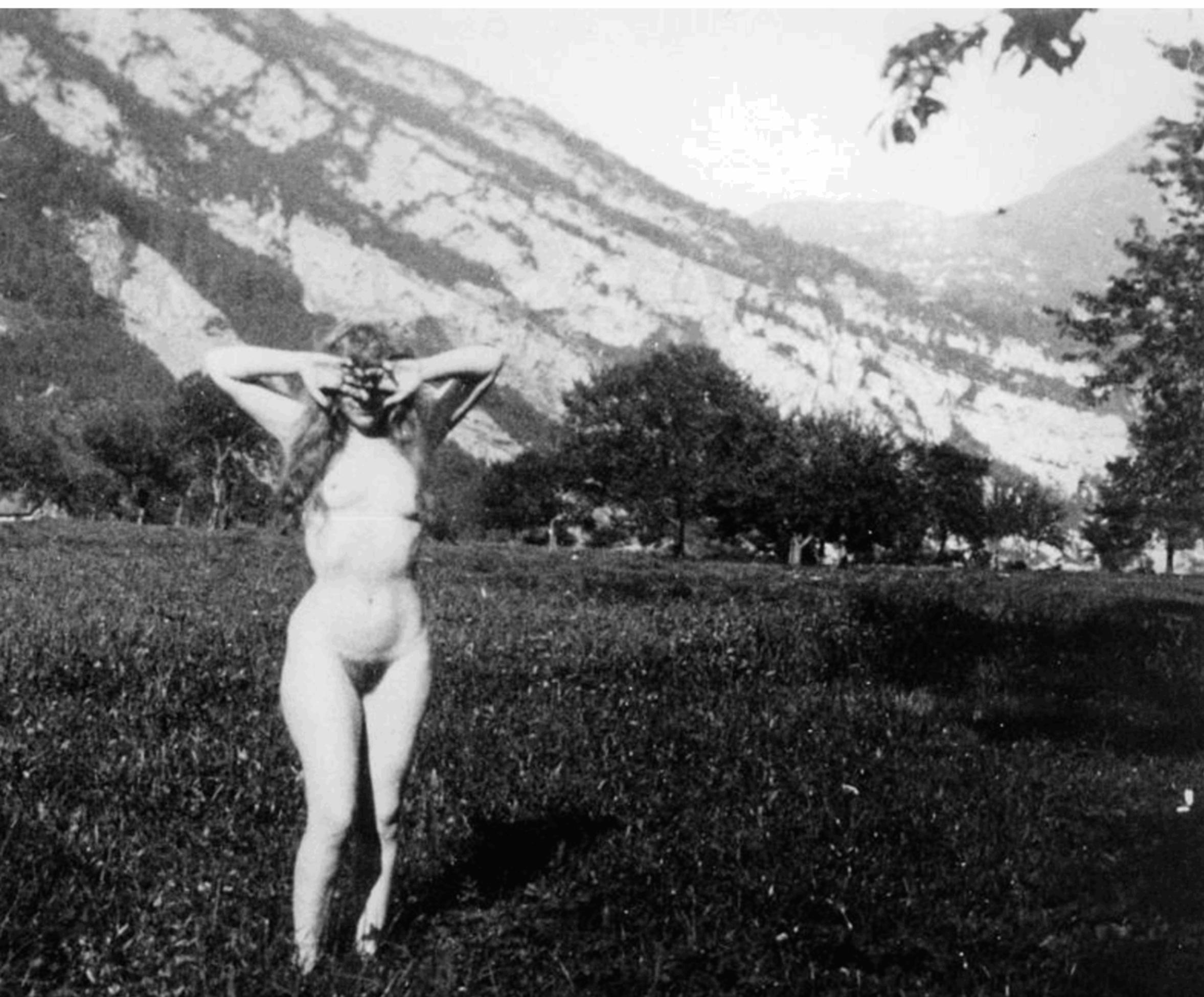
On a longtemps identifié les femmes, c'est vrai, à la carence, au man-



Natalie Clifford Barney tenait salon

que, au creux, à la défaillance. Et, selon cette logique, si ce n'est pas une femme manquante, c'est une femme phallique. C'est le résultat de la binarité sexuelle qui ne laisse pas d'alternative au binôme castré phallique. Celle que l'on nomme «femme phallique» l'est parce qu'elle «fait l'homme», qu'elle veut en devenir un. Pourquoi Marthe Hanau (1886-1935) par exemple, première femme banquière dans les Années folles, qui veut gagner de l'argent et rouler en voiture, ferait l'homme? Y aurait-il une essence, une nature transcendance de la femme?

En réalité, à l'époque, la finance était interdite aux femmes, et Marthe Hanau était obligée de s'habiller en costume d'homme pour entrer dans l'antre de la finance, la Bourse. Il y a des contextes sociaux et politiques qu'on ne peut pas ignorer. Ainsi, les féministes matérialistes des années 1970 ont reproché à la



au début du XX^e siècle invitent que des femmes artistes ou écrivaines. PHOTO ARCHIVES CHARMET. BRIDGEMAN IMAGES

psychanalyse de ne pas avoir pris en compte les conditions matérielles dans lesquelles les femmes vivent et d'avoir pathologisé ce qui nous apparaît aujourd'hui être des gestes d'émancipation.

Vous enappelez justement à une «psychanalyse matérialiste». Qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie ne pas nier les conditions matérielles, les normes et les contraintes propres à chaque contexte. Dans *Trois Guinées* publié en 1938, Virginia Woolf compare l'éducation et le capital des hommes et des femmes : «Votre classe a été élevée dans des collèges d'élite et dans des universités depuis cinq cents ou six cents ans. La nôtre depuis soixante ans. Votre classe possède de plein droit et non par mariage presque tout le capital, toutes les terres, tous les objets de valeur et tout le patrimoine anglais. Notre classe ne possède aucune part du capital, aucune part des terres et

rien du patrimoine anglais, sinon par mariage. Quel psychologue, quel biologiste songerait à nier que de telles différences entraînent d'autres et considérables dans le corps et dans l'esprit ?»

La psychanalyse œuvre avec des sujets parlant les mots d'une époque – elle ne peut ignorer, lorsqu'il s'agit d'écouter des voix singulières, les conditions concrètes dans lesquelles les personnes vivent, ni les luttes qu'elles mènent.

Paradoxalement, c'est en écoutant les femmes que Freud a inventé la psychanalyse, comme vous le relatez dans votre précédent livre Vers une psychanalyse émancipée...

Effectivement, c'est en les écoutant et en les laissant parler, qu'il a inventé la méthode de l'association libre. Il y avait dans la parole de ces patientes des représentations qui étaient refoulées, interdites, des désirs dont elles ne pouvaient pas

parler. Contrairement à Charcot qui pensait que les symptômes de ces patientes étaient des lésions organiques, Freud considérait que ces symptômes sont un langage inconscient, qu'ils disent quelque chose du désir de ces femmes et

qu'il s'agit alors de dépathologiser ce symptôme, de ne plus l'entendre comme une maladie mais comme une langue du corps. Freud n'a eu de cesse de vouloir dépathologiser le fait sexuel dans toutes ses dimensions. L'association libre comme méthode, la dépathologisation comme principe théorique et le dispositif du transfert sont, à mon sens, parmi les piliers d'une pratique analytique à l'écoute de la liberté de chacun·e.

Pourquoi pensez-vous que ces «figures de la modernité», d'hier et d'aujourd'hui, sont du côté de la psychanalyse ?

Le langage a des effets sur les corps. Il y a des mots qui tuent, écrivait Monique Wittig (1935-2003). Des mots qui enferment, et d'autres qui rendent libres, permettent d'aimer, défont les frontières et les corps assignés à des rôles de genre. Les paroles de ces femmes, écrivaines ou artistes, sont du côté de l'asso-



LES HÉROÏNES DE LA MODERNITÉ. MAUVAISES FILLES ET PSYCHANALYSTES MATERIALE
LAURIE LAUFER
La Découverte, 281 pp., 20 €.

ciation libre, comme la psychanalyse doit être du côté de la liberté de la parole. Les figures libres me semblent pouvoir apporter quelque chose à cette discipline qui est devenue moins libre dans sa pratique, c'est-à-dire trop réglée sur des théorisations hors histoire.

C'est la critique que pouvait en faire Simone de Beauvoir. Il n'y aurait pas de choix libre à cause de ce déterminisme inconscient. Quoi que vous fassiez, ce n'est pas vous. Je trouve intéressant de revenir sur ces questions. Bien sûr il y a des déterminismes inconscients, des choix inconscients, mais je crois qu'il faut, dans le champ de la psychanalyse, travailler à nouveau frais la question d'un choix libre.

Si une femme ne veut pas avoir d'enfant, pourquoi serait-ce nécessairement une pathologie ? Si elle veut avoir un enfant avec une autre femme, pourquoi serait-ce un problème ? Ces femmes ouvrent les possibles. Elles disent qu'il y a d'autres modèles, comme il y a d'autres modèles psychiques. A les lire, je me suis aperçue qu'elles étaient plus proches d'une pratique de la psychanalyse, par l'esprit de liberté qu'elles insufflent.

L'analyste est-il dans la possibilité d'écouter cette parole libre ? C'est toute la question ! L'analyste lui-même doit entretenir un certain rapport à la liberté, être dans la capacité d'écouter ce qui le dérange. Il, elle s'efforce de sortir d'une pratique analytique qui surdétermine les interdits et les transgressions (supposées), une pratique qui enferme le sujet dans des interprétations savantes. André Gide parlait «d'une intolérable odeur de clinique» ! Mais cela suppose que l'analyste crée les conditions de cette liberté associative. Lacan disait que la tâche même de l'analyste est de travailler à ses propres préjugés. L'expérience d'une analyse, c'est l'expérience d'une vie, d'une vie risquée. Ces femmes ont risqué la leur. ◀

IDÉES /

SÉRIE FRANCE-ALGÉRIE: RÉPARER LES LIENS



En 1948, discours d'ouverture du gouverneur général Naegelen à l'Assemblée algérienne, créée en 1947. PHOTO KEYSTONE-FRANCE

La colonisation est à ranger au titre des entreprises inhumaines

Les discriminations et les violences ont été le moteur de l'histoire de l'Algérie coloniale, au contraire des amitiés et des sociabilités partagées entre «musulmans» et «non-musulmans» qui sont restées très limitées.

Organisée en catégories raciales, une colonie de peuplement repose sur la suprématie de la minorité coloniale. En Algérie, les recensements distinguaient officiellement les «musulmans» et les «non-musulmans» – respectivement au nombre de 8,455 millions et 984 000 en 1954. Le vocabulaire de la «race» était couramment employé par les contemporains, selon une acception mêlant apparence physique, caractéristiques culturelles (langue, religion, vêtements, cuisine, pratiques matrimoniales et familiales...) et rang social – parmi les «musulmans», les «évolués» sont censés s'être acculturés. L'histoire du mot «ratonnades», importé d'Algérie en France au moment de la guerre d'indépendance, indique bien

le poids et le rôle de la race dans les rapports sociaux de l'Algérie coloniale. L'enjeu démographique a été posé d'emblée, au XIX^e siècle. Les Algériens, d'abord, ont été décimés par la guerre de conquête et ses violences, les famines et les épidémies, les sécheresses et autres calamités naturelles ; avant que la dépossession foncière les prive des meilleures terres. Chez les colonisateurs, quand le refoulement et l'extermination (selon les mots de l'époque) n'étaient pas assumés, l'idée existait que les Algériens disparaîtraient d'eux-mêmes. Sinon, comme l'écrivait un officier de santé militaire : *«Il ne nous reste plus que de vivre avec les Arabes.»*

UNE ÉCOLE EN SECTIONS

Juridiquement, les Français pleinement citoyens regroupaient, outre des métropolitains venus en Algérie, les descendants des Européens bénéficiant du droit du sol et les Juifs d'Algérie collectivement naturalisés. Les Algériens, quant à eux, étaient français de nationalité, de statut personnel musulman (ils ne relevaient pas du code civil en matière familiale) et partiellement citoyens.

Ainsi, ils étaient relégués dans un collège électoral spécifique (le «second collège») toujours inférieurisé par rapport au premier collège regroupant les Français. Par exemple : l'Assemblée algérienne créée en 1947 comptait 120 élus, soit 60 pour chaque collège et les élus du premier collège détenaient les postes clés. De même, la départementalisation est trompeuse – l'organisation administrative ne réplique pas celle de la métropole. Ainsi, il existait deux types de communes : les communes de plein exercice avec un conseil municipal (élu selon le système des deux collèges) et la primauté assurée

Par
SYLVIE THÉNAULT



Historienne

au premier), au peuplement surtout français, et les communes mixtes gérées par des administrateurs nommés où vivaient l'immense majorité des Algériens. Un mot encore des écoles : elles comportaient des sections indigène et française. Sans parler du régime de l'indigénat, qui soumettait les Algériens à l'internement, aux amendes collectives, au séquestre des biens ainsi qu'à des amendes et des jours de prison prononcés par l'administrateur. En bref : la discrimination juridique et administrative était la règle.

Les données démographiques et socio-économiques témoignent elles aussi d'une ségrégation structurante. En 1954, les Algériens sont à 75 % ruraux, les Français à 88 % urbains et ils se concentrent dans trois pôles : Oran, Alger et l'agglomération de Bône. Dans la population active, 90 % des Algériens travaillent dans un secteur primaire paupérisé. En 1955, une étude gouvernementale (le rapport Maspétrol) témoigne de leur écrasement.

QUEL «MONDE DU CONTACT» ?

Répartissant les habitants de l'Algérie en cinq catégories, selon leurs revenus, ce rapport démontre que 93 % des musulmans appartiennent aux deux catégories inférieures où n'est recensé aucun Français. Ceux-ci, d'un niveau de vie inférieur en moyenne à celui de la métropole, sont artisans, commerçants, fonctionnaires. Les riches colons n'en sont pas représentatifs.

Bien sûr, tout cela n'interdit pas les relations interpersonnelles, sincèrement amicales (les relations amoureuses, beaucoup moins), ni des vies algériennes échappant à la domination dans des campagnes tenues à l'écart de la colonisation. L'étroitesse du «monde du contact» est flagrante, néanmoins, tant les espaces et les milieux sociaux où il pouvait exister étaient limités. Au total, regarder la colonie de peuplement, c'est comprendre pourquoi les discriminations et les violences ont été le moteur de l'histoire de l'Algérie coloniale, au contraire des amitiés et des sociabilités partagées.

Au présent, l'histoire coloniale ouvre trois perspectives. D'abord, de cette situation, les Français d'Algérie ne sont pas responsables – il s'agit d'un système colonial qui les dépasse. Ensuite, la domination coloniale apparaît nettement pour ce qu'elle est : une domination pesant radicalement sur les colonisés. De ce point de vue, aucun équilibrage ne tient, aucun bilan comptable du positif et du négatif ne fait sens – ce qui n'empêche pas des individus d'avoir souffert de toutes parts et l'empathie d'exister pour les uns comme pour les autres.

Et, finalement – c'est le point crucial – la colonisation est à ranger au titre des entreprises inhumaines à condamner unanimement, parce que reposant sur une vision de l'humanité comme composée de races hiérarchisées entre elles et légitimant un traitement discriminant de celles et de ceux considérés comme inférieurs. ◀



CHRONIQUE

Par
MICHAËL FESSEL Professeur de philosophie à l'Ecole polytechnique

Fin de vie: il y a pire que la mort

Le gouvernement veut séparer en deux projets de loi distincts les soins palliatifs et l'euthanasie active. Ces deux procédures ont en commun d'éviter la souffrance. La société ne veut plus de l'agonie qui précède la mort.

«*M*ort soudaine seule à craindre, et c'est pourquoi les confesseurs demeurent chez les grands.» En écrivant cette phrase dans ses *Pensées*, Pascal (1623-1662) décrit assez bien le rapport avec la mort qui, encore au XVII^e siècle, caractérisait une société dominée par la religion. La présence de confesseurs au domicile des grands de ce monde était le symptôme d'une angoisse liée au salut : celle de mourir sans avoir eu le temps d'avouer ses fautes. De ce point de vue, une longue souffrance était préférable à une mort «soudaine» et rapide, car elle permettait au mourant de régler ses comptes avec Dieu. Pour Pascal, comme pour tout chrétien, la mort n'est pas une fin absolue, mais un passage vers le Jugement. Mieux vaut avoir le temps de s'y préparer.

Les projets de loi sur la fin de vie qui viendront bientôt en discussion au Parlement montrent à quel point nous sommes loin, aujourd'hui, de penser que la «mort soudaine» est la plus à craindre. Mourir rapidement et sans avoir le temps de s'en rendre compte serait plutôt devenu la seule chose désirable dans un jeu dont on ne choisit pas la fin. C'est le temps d'avant la mort qui éveille pour nous les pires angoisses parce qu'il peut être fait de souffrances et de dérèglements qui ne sauvent plus de rien. Nous sommes sortis, et c'est une bonne chose, du dolorisme qui rend suspecte une mort qui n'a pas été précédée d'une longue pénitence.

Si on oppose souvent les soins palliatifs à l'euthanasie active (au point que le gouvernement a décidé de les séparer en deux projets de loi distincts), il y a néanmoins un point commun entre ces deux procédures. Dans les deux cas, la société considère que ce qu'il y a de pire que la mort précède la mort et ne la suit pas (comme c'était le cas pour la damnation éternelle). Cette croyance vient de la déchristianisation, mais

aussi des crimes de masse sans précédent perpétrés au XX^e siècle par les régimes totalitaires. Les tortures infinies infligées aux victimes de ces crimes les ont dépossédées de leur propre mort, les réduisant au rang d'êtres anonymes engloutis dans une immense machine de souffrances. La figure du «musulman» décrite par Primo Levi renvoie à cet être qui, dans les camps, était à ce point éloigné de son humanité que le moment de son décès pouvait lui apparaître comme une délivrance.

La souffrance dont émane le désir de soins palliatifs ou la demande de mettre un terme à la vie n'est pas une simple douleur, car elle cesse d'être l'indice d'un mal à combattre. Dans le cas où une maladie est incurable, le malade ne peut rien faire de ce qu'il endure: il désire seulement y mettre un terme. Jusque-là les soins palliatifs et l'aide à mourir conver-

gent dans le refus de l'acharnement thérapeutique. Les premiers montrent que l'on peut encore apporter des soins même quand on ne peut plus guérir, la deuxième assume qu'il y a des moments de «vie» qui ne sont pas dignes de l'humanité. Nous n'avons plus aucune raison de croire, comme Pascal, que la souffrance est toujours du côté de la vérité tandis que le réconfort serait du côté du divertissement.

La aide active à mourir ne se sépare des soins palliatifs qu'à partir du moment où un certain degré de souffrance apparaît pire que la mort. Les opposants à l'euthanasie ont beau jeu de prétendre que nous ne savons rien de la mort, et qu'il n'y a donc aucune raison valable de la préférer à une vie, même faite de souffrances. Ses partisans répondront que l'on sait au moins qu'il y a pire que la mort parce que des vivants en témoi-

gnent dans leur agonie. Il est difficile de répondre aux uns ou aux autres avec assurance. Car il y a un mystère qui vaut pour les croyants comme pour les autres: le mystère de mourir. Plus aucune croyance religieuse universellement partagée ne permettra de dépasser ce mystère. Aucun savoir médical ne l'éclaircira à l'avenir.

Si l'aide active à mourir vient à être adoptée en France, cela voudra simplement dire que le seul moyen d'aborder ce mystère est de laisser en décider les individus. Cela réclame beaucoup de précautions législatives, et une aide substantielle aux soins palliatifs afin que les conditions d'un véritable choix soient respectées. Mais il n'y a sans doute pas d'autre voie pour une société qui reconnaît qu'il y a pire que la mort. Et qu'une «mort soudaine» devient préférable quand la dignité d'une vie l'emporte sur sa perpétuation biologique. ▶

SIGNÉ COCO





La chanteuse et journaliste Karyna Gomes, le 9 avril à Praia. PHOTO CRISTIAINO BARBOSA

Le pays, qui fête les cinquante ans de son indépendance, interroge la place de la musique dans son héritage à l'occasion du festival Atlantic Music Expo à Praia, la capitale.

Par
JACQUES DENIS

C''est avec le titre *Guinée Cabral*, une véritable déclaration d'intention, que la chanteuse et journaliste Karyna Gomes a choisi d'entrer en scène le 9 avril sur la scène de l'Atlantic Music Expo (AME), la plateforme d'échanges transatlantiques (mélant concerts, conférences, marché professionnel etc.) qui s'est tenue du 7 au 10 avril à Praia, la capitale du Cap-Vert. Le regard droit et le verbe aiguisé, la chanteuse entend ainsi célébrer les cinquante ans de l'indépendance de ce petit pays tel que décrit par Cesária Evora, longtemps un archipel dédié au tri sélectif des populations déportées et qui fut l'un des ultimes théâtres des guerres de libération coloniale. La chanson *Guinée Cabral* fut au répertoire du Super Mama Djombo, groupe phare des années 1970 louant l'homme qui permit ce mouvement d'indépendance. Amílcar Cabral, pilier fondateur du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), a été assassiné début 1973 sans avoir vu ces deux pays libérés. «*C'est grâce à la lutte lancée par Cabral que les autres pays colonisés par Lisbonne et le Portugal ont pu obtenir la liberté. Son action et son aura dépassent le parti politique qu'il a fondé, même si j'adhère aux valeurs de ce mouvement de libération nationale*», insiste Karyna Gomes, tout en notant le peu de cas fait à la mémoire de Cabral, qui aurait eu 100 ans en 2024. Elle est devenue cabraliste en 2005, alors qu'elle était missionnée par une ONG pour former les journalistes au sein des radios communautaires de Guinée-Bissau. Née à Bissau d'un père guinéen et d'une mère cap-verdienne, élevée aux sons du gospel, une musique qu'elle pratique en semi-pro depuis 1997 à São Paulo, adepte des classiques de la soul américaine, Karyna Gomes change alors de registre. «*Je voulais m'impliquer dans un art qui milite, afin de porter les valeurs de transformation sociale*.» Quoi de plus naturel pour celle qui a «*grandi avec ce son*» : Cabral n'est autre que l'oncle et parrain de sa mère, et deux de ses oncles jouaient au sein du Tabanka

Djaz. Elle rejoindra alors le mythe Super Mama Djombo dont, vingt ans plus tard, elle reprend sur scène l'imparable *Dissan Na Mbera*, un hymne qui fit danser toute la sous-région à l'orée des années 1980. C'est toujours le cas en 2025 sur la place principale du vieux centre-ville de Praia, avant d'en finir avec un inédit dédié à Titina, repris en chœur par le public.

Signée José Carlos Schwarz, cette chanson invoque l'iconique cheffe de guérilla Titina Silá, assassinée le 30 janvier 1973 alors qu'elle se rendait aux funérailles de Cabral. «*Elle reste un symbole de la liberté et de l'émancipation des femmes. Les paroles disent que l'esclavage ne sera terminé que si toute la population est libre. C'est une lutte au-delà des genres. Cabral a beaucoup parlé de la place des femmes, il a d'ailleurs exigé que dans chaque comité, il y ait la parité. Il était une personnalité visionnaire en ce domaine aussi.*» Cette chanson figure au répertoire de *Kantigas di Liberdadi*, le disque que Karyna Gomes doit enregistrer en juillet et dont elle donne ici une lecture en avant-première. Dans le droit fil de ces deux précédents, *Mindjer* («femme» en guinéen) et *N'a* («maman» en plusieurs langues afro), elle y envoie des messages d'empowerment à l'égard des femmes, à travers compositions personnelles et reprises réarrangées avec doigté.

«FUTUR ANCESTRAL»

Comme le panafricain Cabral co-fonda le Centre des études africaines dans la capitale portugaise, Karyna Gomes a créé un site d'information sur la présence africaine à Lisbonne. «*La musique est un moyen de transmission de la mémoire, pour lutter contre le nouveau fascisme qui s'insinue en Afrique. Les jeunes sont prêts à recevoir ses messages. Il suffit de les reprendre en ajoutant des éléments électroniques, sans perdre la racine musicale. Je crois à cette notion qui dit que le futur est ancestral.*» La référence à l'écrivain brésilien et représentant indigène Ailton Krenak fait sens. C'est dans ce double mouvement que s'inscrit le poète Mario Lucio. Celui qui fut ministre de la Culture du Cap-Vert sous pavillon PAIGC –

MUSIQUE AU CAP-VERT

«La décolonisation reste un combat permanent»

CULTURE/

à son crédit, la mise en place de l'AME en 2013 – vient de publier un album intitulé *Indépendance*, afin de donner sa version de l'histoire à mettre en regard avec sa vision de l'identité de ce peuple créole. «C'est surtout la musique qui nous a inventés plus que nous avons inventé la musique. A partir du moment où nous avions une langue, le créole, et une musique, nous pouvions devenir un peuple.» Et pour cela il aura fallu surmonter la censure qui frappait sous le régime de Salazar, notamment l'accès à la culture africaine. Au moment de l'indépendance, âgé d'une dizaine d'années, Mario Lucio vivait encore à Tarrafal, à l'autre bout de l'île de Santiago, connue alors pour son terrible centre de détention où fut embastillé Liceu Vieira Dias, le leader du groupe angolais Ngola Ritmos. Et puis tout s'est libéré.

«A partir de 1975, des musiques d'Angola, de Guinée, du Congo, du Nigeria, inconnues sont arrivées au Cap-Vert. C'était la révolution pour nous, une révolution pacifique.» Ce qu'il rappelle un demi-siècle plus tard, en s'entourant d'une jeune garde panafricaine, dont le guitariste Jery Bidan. «Le Cap-Vert est devenu vraiment africain, quand les représentations du noir ont été possibles : sur les billets de banque, sur les photos, sur les affiches. Jusqu'alors nous étions invisibilisés, on ne savait rien du continent.» C'est cela que son disque invoque, convoquant rumba, soukous et autre afrobeat, comme au bon vieux temps de son adolescence. «La première chanson que j'ai jouée à la guitare c'est Aki Special, de Prince Nico Mbarga... A partir de 1980, les styles du continent ont commencé à s'insérer dans les musiques d'essence cap-verdienne, dont le batuke et le



Le fondateur du PAIGC Amílcar Cabral, circa 1970. PHOTO CREATIVE COMMONS

funana, interdites sous le régime colonial car trop liées à la danse, et donc synonymes de rassemblement qui pouvaient mettre en péril le pouvoir.

ARCHIPEL EN TRANSE

C'est depuis la diaspora, moins soumise à l'emprise portugaise, que les messages seront portés jusqu'au pays, à l'image du combo Kao-guiamo, où le génial Abel Lima écrit une sublime ballade : *Amílcar Cabral*. «Ce dernier a vite compris que la musique était primordiale, il a écrit des chansons comme Mamãe Velha. Il envoie un de ses gars, Djunga de Biluca, à Rotterdam avec pour mission de créer un support pour la musique d'intervention, comme *Nhô Balta*», se souvient José da Silva, l'homme qui fut associé au succès de Cesária Evora. Ce sera

Morabeza, le premier label cap-verdien basé aux Pays-Bas, un phare pour tous. Au début des années 1970, Voz de Cabo Verde montre la voie, et puis les Os Tubarões et Bulimundo jettent tout l'archipel en transe après l'indépendance. Gugas Veiga, l'actuel ministre de la Culture, a longtemps été le manager des Tubarões mais aussi de Ferro Gaita. Même s'il est issu du parti opposé au PAIGC, il reconnaît volontiers l'importance de la musique d'intervention pendant l'indépendance. «Du fait de l'analphabétisme, la musique a toujours porté les revendications sociales, comme elle a été une source d'éducation. C'est un facteur de mobilisation.» Il milite pour que son ministère bénéficie de 1% du PIB, tant l'impact de la musique pèse sur le revenu national. Pour meilleure preuve, «le succès de

l'AME [dont il fut directeur général, ndlr] prouve que le Cap-Vert occupe une place centrale». Cette position axiale dans le monde des musiques, l'archipel la doit bien sûr à Cesária Evora, une improbable success-story commencée en 1992 grâce à *Sodade*, une chanson enregistrée une vingtaine d'années plus tôt par Bonga: alors qu'il est recherché par la police politique du Portugal, l'athlète angolais est repéré par des jeunes affiliés PAIGC qui étudient à Louvain-la-Neuve en Belgique. Au début des années 1990, Teófilo Chantre fut l'un des auteurs attitrés de la diva aux pieds nus. Pour lui, «la musique a toujours été un instrument de résistance et de résilience notamment par le fait que la langue chantée était le créole cap-verdien». Il n'en demeure pas moins qu'il fait remonter ce mouvement

d'émancipation aux années 1930, avec la revue *Claridade*. «Le but était de revendiquer la cap-verdienneté en s'affranchissant du modèle portugais. Les écrits de ces auteurs dont Baltasar Lopes Da Silva, Manuel Lopes ou Jorge Barbosa ont lancé les bases de la lutte pour l'émancipation qui a mené à l'indépendance.» Quant à la chanteuse Carmen Souza, installée à Londres, elle explore en mode soul jazz dans *Port'Inglês* le lien entre le Cap-Vert et le Royaume-Uni, estimant que la décolonisation reste encore un sujet central cinquante ans après l'indépendance. «C'est un combat permanent, contre la persistance des structures, des mentalités et des inégalités coloniales. Même après l'indépendance, les anciennes colonies sont confrontées à des perspectives coloniales intériorisées, comme la dévalorisation des identités africaines et créoles, et la dévalorisation des traditions locales par les modèles culturels et économiques occidentaux.

Comme la dépendance économique envers les colonisateurs perdure, la décolonisation est un processus continu qui prendra des années à surmonter.» Ce racisme structurel, Dino D'Santiago l'a vécu dans sa chair. «Pour un jeune noir, la vie en Europe n'est pas toujours facile, tu es suspecté d'être un voleur. La personnalité de Cabral m'a permis de regagner de la fierté», résume la nouvelle star portugaise qui est née en Algarve dans une famille exilée du Cap-Vert. Et de fredonner : «Amílcar Cabral, tu es mort trop jeune.» «Sans aucun doute tout aurait changé s'il avait été vivant. Même assassiné, il demeure un phare pour la conscience des jeunes Africains. Il est temps de remettre sa figure au centre du monde.» ◀

Mathieu SAPIN
À L'INTÉRIEUR
POLICE, RÉGIMES, DISPARUS, DISPARUS SPÉCIAUX.
L'île au cœur du plus secret des mystères.

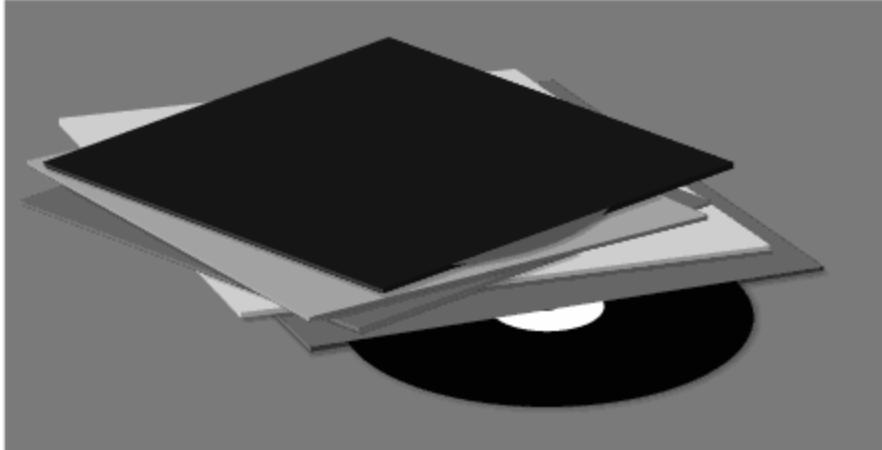
Mathieu SAPIN

À L'INTÉRIEUR

Manifestations, crise à Mayotte,
affaire Nahel, législatives anticipées...
une immersion totale et exclusive de plus d'un an,
dans les coulisses du ministère de l'Intérieur

AU RAYON BANDE DESSINÉE

CHARI-JAR



PLUS VITE QUE LA MUSIQUE

Pop, rock, musiques électroniques...
Chaque semaine, «Libé» vous aide à vous y retrouver dans l'actu des sorties.



Quelque chose s'est déchiré dans le cosmos en 2023 quand le rappeur Limsa d'Aulnay, invité sur la chaîne YouTube du gentil gratteux Waxx, a repris avec ce dernier *les Otaries*. Quelque part entre le superamas Horologium et le Vide du bouvier se sont élevés des cris, et Arne Vinzon est revenu à la raison, renouant avec son binôme musical de toujours, Matthieu Devos. Retour à une synthwave taillée pour sa voix grave qui célèbre les fous et contemple des paysages chelous où, entre deux résurgences de souvenirs pluvieux, rampent les kobolds et se noient les thons. In extremis, on rit même franchement à cette satire de notre-monde-hyper-connecté bourrée de jeux de mots formidablement navrants (*«big datagada tsoin-tsoin»*...)

MARIE KLOCK

ARNE VINZON A PROPOS DE FANTÔMES
(les Disques pavillon)



Ça avait si bien commencé pour William Tyler, avec deux albums instrumentaux sublimes, tentatives spectaculaires de marier les introspections guitaristiques de l'*«american primitive»* aux manières de l'indie rock et du psychédélisme. L'erreur aura été de changer la formule et se coltiner un groupe terne qui transformera l'or en néo-Dire Straits pour FM paresseuses. Le retour à des sources plus âpres, malgré des réussites (BO de *First Cow*) peinera à raviver la flamme – jusqu'à cet inespéré 10^e album. Virage sec à la sortie d'une période pas simple (alcoolisme, dépression) qui sonne comme un départ à neuf, plein d'accidents heureux et de bricolages fascinants, entre ambient, drone, post-shoegaze et americana en lambeaux.

L.J.B.

WILLIAM TYLER TIME INDEFINITE
(Psychic Hotline/Modulor)



A l'écoute de *Malabar Princess*, on se sent comme Vendredi sur mer dans le clip d'*Arrêter le temps*, tirant la tronche au milieu des montagnes en cagoule et poncho de pluie sous un grand soleil : au mauvais endroit, au mauvais moment, attendant en vain que quelque chose tombe du ciel pour donner du sens à cet instant. Une musique qui agrège tout ce qui passe dans l'air du temps mais sans prendre aucun parti, des enfilades de bluettes gentiment dansantes qui chantent l'amour et la langueur avec des mots éteints, une voix toujours jolie, toujours juste, et il n'y a guère qu'un moment de vérité qui vient nous frapper, c'est l'épilogue du dernier morceau, *Rien n'a changé*, ces mots répétés à l'infini, filtrés jusqu'à ce que notre oreille y entende «rien à chanter».

M.K.

VENDREDI SUR MER **MALABAR PRINCESS** (A+LSO)



Les Melvins, boucan vulcanisé à trois. PHOTO CHRIS CASELLA

Les Melvins, meilleurs feux

Le groupe de rock américain revient aux sources avec un 33^e album studio volcanique.

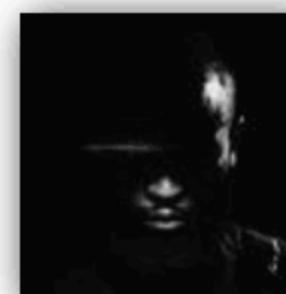
Quarante ans qu'ils dégorgent le cœur sombre de l'Amérique – celui des sectes cannibales du Midwest, des prostituées satanistes sniffées de colle et des enfants hydrocéphales qu'on garde enchaînés dans une cabane de jardin – avec leur musique de lave en fusion, de murs qui s'écroulent et de sol qui tremble. Si Godzilla jouait de la guitare, il aurait joué avec les Melvins. Si *la Guerre du feu* était une comédie musicale, les Melvins en auraient écrit la partition. Si vous êtes mort, les Melvins vous réveilleront. Un boucan vulcanisé, produit à trois – Buzz Osborne, ananas humain, dont la guitare joue seule, possédée, pendant qu'il tente désespérément de l'étrangler; Dale Crover, batteur prométhéen qui aurait pu ressembler au Renaud de 1977, si le Renaud de 1977 avait tué des dizaines d'enfants dans la Sarthe; et un bassiste, qui alterne, fluctue, évolue. Comme le groupe, qui se restructure régulièrement et sans prévenir. Ainsi *Thunderball* n'est pas seulement le 33^e album studio des Melvins mais

aussi le troisième des «Melvins 1983» – la toute première formation du groupe, où Mike Dillard tient la batterie. Ça ne change pas la couleur du cheval – *Thunderball* est du Melvins pur goudron, moyenne haute. Dans le peloton de tête mais un poil derrière les sommets du groupe (*Bullhead*, *Lysol*, *Houdini*). Un poil seulement : si *Thunderball* rate les hautes marches, c'est essentiellement à cause du contexte. En 1991, 1992 ou 1993, les Melvins étaient des dieux vivants, le groupe envers lequel Nirvana, Soundgarden et consorts avaient une dette incommensurable, la forme la plus pure et intrinsèquement du rock baveux qui était le sel de l'époque. En 2025, ce sont des survivants. De ceux qui n'ont jamais trahi, jamais flanché, anomalies d'une époque horizontalisée, où tout artiste, quel qu'il soit, doit désormais entrer en compétition avec Sabrina Carpenter et Taylor Swift, ou se mettre gentiment sur le côté. La plupart y meurent, asphyxiés. Les Melvins, eux, s'en foutent. Le côté, ils le connaissent comme leur poche. Ils y règnent depuis quarante ans en maîtres incontestés.

LELO JIMMY BATISTA

MELVINS
THUNDERBALL (Ipecac)

CULTURE/

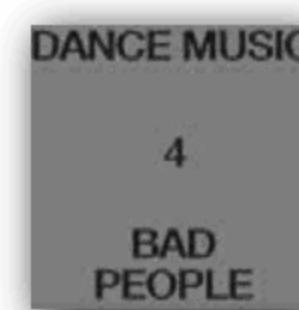


Après la subtilité crasse de son précédent EP paru en 2024, TH vient «se faire les griffes sur de la chair humaine» avec la mixtape *Algorithme*, conchier Marianne et vous raconter comment il a dit à cette meuf qu'il allait l'enculer

au même titre que l'Etat policier. S'il s'autorise à rapprocher sa musique d'un «film de cul», c'est parce que ces ancêtres ont vécu «un film d'horreur», compris? Inutile de s'aventurer ici sans être familiarisé avec le rap hardcore (le vrai, pas celui de Damso) et les doubles, triples sens qui y règnent. Le rappeur de Bondy (Seine-Saint-Denis) est l'un des visages de la nouvelle trap, celle qui revient aux fondamentaux (le foot, la saleté ambiante, les kalachnikovs...) tout en opérant une mise à jour sonore, la faisant cohabiter avec, ici, des titres dansants moyennement inspirés, mais également des nappes optimistes à déguster au soleil couchant. Ou les nuits de pleine lune.

BRICE MICLET

TH ALGORITHME (Because)



«De la musique à danser pour les mauvaises gens.» Mais qui? Les indécrobbables du pur son house de Chicago dont Jamal Moss, l'homme derrière Hieroglyphic Being est un des derniers porte-drapeaux? L'élite des dancefloors interlopes, gardiens d'une musique sombre capable de faire le pont entre les expérimentations acid house de 1988 et la techno de l'an 3000, jusqu'à réjouir le plus blasé des esthètes? Ou tout simplement celles et ceux qui veulent encore croire qu'on peut, en 2025, toujours faire de la dance music avec une âme plus grosse que toutes les lignes de basse et continuer à faire suer l'humanité de machines qui, loin des intelligences artificielles, restent capables, lorsqu'elles sont entre les bonnes mains, de vous arracher une larme?

L.J.B.

HIEROGLYPHIC BEING DANCE MUSIC 4 BAD PEOPLE (Smalltown Supersound)



Avec leur enregistrement des *Vêpres* de Chiara Margarita Cozzolani en 2019, Mathilde Etienne, Emiliano González Toro, et leur ensemble I Gemelli, ont renouvelé l'interprétation, sur instruments anciens, des chefs-d'œuvre du XVII^e siècle italien. Ce somptueux livre-disque consacré aux *Vêpres* de Monteverdi, après un *Orfeo* et un *Couronnement de Poppée* vivifiants, témoigne du même souci de caractérisation orchestrale et vocale, et de fidélité au style déclamatoire. Opulence des timbres, expressivité des contrastes dynamiques, naturel des solistes, le Monteverdi dansant et gorgé de soleil d'I Gemelli sonne plus radieux que jamais.

ERIC DAHAN

I GEMELLI MONTEVERDI: VESPRO DELLA BEATA VERGINE (Gemelli Factory)



Libération d'Orléans par Jeanne d'Arc (1982) et la pièce de 10 francs (1979), de Georges Mathieu. PHOTOS MUSÉES D'ORLÉANS ET MONNAIE DE PARIS. ADAGP 2025

Georges Mathieu, flouze artistique

Pièce de 10 francs, affiches pour Air France, peintures jugées tape-à-l'œil... L'artiste star des années 70, longtemps méprisé par une partie des institutions, fait l'objet d'une riche exposition à la Monnaie de Paris.

En ces temps de quasi-krach boursier trumperien, une phrase sibylline est lâchée dans les couloirs de l'Hôtel de la monnaie, à Paris: «*Il y a un cours du Mathieu.*» On fronce le sourcil, puis tout s'éclaire: chez les numismates (les collectionneurs de pièces de monnaie), on s'échange la pièce de 10 francs dessinée par l'artiste iconoclaste Georges Mathieu – qu'on appelle donc «le Mathieu». C'est son œuvre la plus célèbre, diffusée à 674 millions d'exemplaires entre 1974 et 1987: côté pile, une grue et des haubans de ponts dessinent un portrait pompidolien de la France. Côté face: le pays semble subir une déflagration aux alentours de Paris. En peinture aussi, la cote de Mathieu a fluctué.

«Mathéotypée». Omniprésent dans les années 70, déchu dans les années 80, médiatique à la manière d'un Dalí, méprisé par les historiens de l'art et une partie des institutions, Georges Mathieu, l'un des fondateurs de l'abstraction lyrique, reprend des couleurs sur le marché depuis quelques années – en 2018, le galeriste Daniel Templon avait organisé une première exposition personnelle du peintre. Il fait actuellement l'objet d'un grand accrochage à la Monnaie de Paris, en collaboration avec le centre Pompidou, ce qui pourrait parachever sa réhabilitation, au moins sur les marchés étrangers. Georges Mathieu (1921-2012), c'était aussi le logo d'Antenne 2 rouge et vert pomme (avec toujours cette implosion

à l'arrière-plan), le trophée des Sept d'or, une série d'affiches pour Air France de 1966, des timbres, des bouteilles de champagne, des bons du trésor, une usine (à Fontenay-le-Comte), la vaisselle de l'Elysée, des médailles – il a même donné son nom à une technique de gravure du bronze par l'acide, la «Mathéotypie». «*On peut consacrer une exposition à un artiste sans dire pour autant que tout ce qu'il a fait, à tous les moments de sa carrière, était génial. Il n'est pas question ici de "réhabiliter" Mathieu,* tempère Eric de Chassey, l'un des commissaires de l'exposition. *Mais nous voulons souligner la place extrêmement importante qu'il doit avoir dans l'histoire de l'art. Dans le milieu des années 70, il est partout. La France est totalement "mathéotypée".*»

A l'origine, Georges Mathieu était peintre (et encore avant, prof d'anglais). Si ses œuvres sont réputées en manquer, lui avait du goût: il est l'un de ceux qui les premiers font connaître Jackson Pollock en France. Interprète pour les Américains après la Seconde Guerre mondiale, il devient dès les années 40 «un messager entre les scènes artistiques et françaises et américaines», rappelle Christian Briand, co-commissaire de l'exposition avec Béatrice Coullaré, et participe à la création d'un expressionnisme abstrait international. Dans ses œuvres peintes, de grandes giclures de dorures et de couleurs, franches voire criardes, mi-graffs mi-caligraphies. Mathieu fait du dripping, saillies de matière qui s'accumulent par endroits

sur plusieurs centimètres. A l'opposé du all-over américain, il projette des formes compactes et concentrées au centre de la toile – sorte de vaisseaux spatiaux, d'organes flottants, de foules compactes.

Moustachu. Ses signes sont sa signature – après un voyage au Japon à la fin des années 50, il intègre à son travail l'esthétique zen. Il utilise directement le tube de peinture et surtout il va vite. Chaque œuvre doit être achevée en une séance, en un élan, pour mieux faire jaillir la subjectivité de son auteur... mais paradoxe déroutant, chacune porte un nom de pein-

ture historique (et pas des moindres): *la Bataille de Bouvines* (1954), *Un silence de Guibert de Nogent* (1951), *Hommage au maréchal de Turenne* (1952), *la Libération d'Orléans de Jeanne d'Arc* (1982)... «*Dans de très nombreux entretiens, relève Eric de Chassey, Georges Mathieu a dit que le titre n'était que prétexte. Dans d'autres au contraire, il a développé un vrai intérêt pour l'histoire.*» Mathieu aime la mise en scène, et de lui-même avant tout. Il peint en public, ou se fait filmer en train de projeter sa peinture. Certains en ont fait l'un des précurseurs de la performance, rappelle

Christian Briand, mais pour lui, la finalité tient davantage à l'œuvre finie qu'au processus de création. L'exposition présente l'extrait d'un film où sa toile est convoyée en charrette tirée par un cheval vers le Palais de Tokyo, tandis qu'il l'accompagne en voiture de luxe... «*Si on déteste vraiment sa peinture, il reste le côté incroyablement performatif de sa vie,*» prévenait d'ailleurs Laurent Le Bon. Royaliste, provocateur, joliment moustachu... «*Passionnant pour ses ambivalences,*» résume l'historien de l'art Eric de Chassey. *Avant-gardiste et monarchiste à la fois, initiant un mouvement artistique international mais prônant, à la fin de sa vie, un nationalisme ferme dans ses discours, une volonté de grandeur toucheant parfois à la grandiloquence tout en ayant un grand humour...*» Le parcours de l'Hôtel de la Monnaie montre tout ça, les dessins préparatoires à la pièce de 10 francs, les toiles de très grand format, la collection d'affiches pour Air France, les photos d'une ins-

tallation-exposition où les visiteurs sont invités à s'esayer les pieds sur un portrait de Descartes... Chacun piochera ce qui lui plaît, comme l'ont fait, au sous-sol de la Monnaie, des artistes venus de l'art urbain et du graff (Futura 2000, Lek et Sowat, Camille Gendron etc.) qui exposent des œuvres inspirées par Georges Mathieu, à l'invitation d'Eric de Chassey.

Beaucoup se sont retrouvés dans l'écriture formelle du peintre star des années 70, comme Nassyo qui s'étonne que Mathieu, qui se voulait l'artiste le plus rapide du monde, ne se soit pas mis à l'aérographe: «*Pour moi ce gars fait partie de notre équipe.*» Pour notre part, nous garderons de Mathieu une belle peinture blanche aux signes grattés, contre-pied à son œuvre plus violemment expressive et colorée (*En toi te fie*, 1958) et la belle étude pour l'affiche célébrant le cinquantième anniversaire de l'Union internationale des chemins de fer (1971).

SONYA FAURE

«GEORGES MATHIEU: GESTE, VITESSE, MOUVEMENT»

Jusqu'au 7 septembre à la Monnaie de Paris.



Jazz sous les pommiers

24 au 31 mai 2025 Coutances

Toute la programmation du festival ➔

Infos & billetterie 02 33 76 78 68 www.jazzsouslespommiers.com

Exploitant de lieux L-R-22-011681, L-R-22-011819, L-R-22-011677, L-R-22-011678 / Producteur L-R-22-011679 / Diffuseur: L-R-22-011680

Téléternité

Michel Drucker Après plus de soixante ans de petit écran, l'indéboulonnable octogénaire se dit toujours en quête de légitimité.



Si ma mère était là, elle dirait : "Enfin Libé!" En une phrase, oubliant qu'il a déjà eu les honneurs de la Der, Michel Drucker, 82 ans, en revient, comme toujours, à ses névroses et à son background familial, les fixettes qu'il trimballe depuis gamin. «J'ai besoin qu'on m'aime parce que, pendant l'adolescence, j'étais considéré comme le vilain petit canard, coincé entre mes deux frères brillants [Jean l'énarque et Jacques le médecin chercheur, ndlr]. De 12 à 21 ans, il y a un vide, je n'ai rien foutu. C'est là où on fait des études, où on trace son sillon. J'ai pensé à mon avenir quand j'ai commencé à la télé», livre-t-il bien vite. Les trois garçons doivent se tenir, leurs parents, juifs arrivés d'Europe centrale dans les années 1920, placent la barre très haut. «On est une famille d'anxiens. Comme beaucoup de parents d'immigrés, mon père voulait que ses enfants soient les meilleurs tout en rasant les murs», assure-t-il en guise de mode d'emploi. L'angoisse, les complexes, une hypocondrie galopante et une fièvre inaltérable à parler de lui-même ne le quitteront plus. Pendant que ses deux frangins étincellent à l'école, lui dégote une sortie de secours à la télé encore balbutiante des années 1960. D'abord, comme commentateur sportif, puis en

LE PORTRAIT

tant que présentateur d'émissions de variétés, comme on disait en ce temps-là. Ses parents ne comprennent pas. A la foire aux vaniteux, le natif de Vire (Calvados) étanche son besoin éperdu de reconnaissance et, par ricochet, y trouve l'amour. Lors d'un show télé de Claude François, il rencontre Dany Saval, une actrice de comédies mainstream. Elle n'a que quelques mois de plus que lui, mais déjà plusieurs vies d'avance. Entre le boy next door un peu gauche et la comédienne qui a tourné pour Carné, Duvivier et Franju, ça continue néanmoins de matcher cinquante-trois ans après. Etre un vieux marié était son défi. Toujours fusionnels, elle le considère parfois comme un gamin, paraît-il. «Il arrive que je l'appelle "Maman" et elle, "Papa". Au départ, elle m'avait dit : "Je suis sûre que tu peux aller plus loin, ramène les bonnes notes et je m'occupe du reste." Il y a quelque chose du couple Macron en nous, sauf qu'on a le même âge», convient-il. A leur rencontre, il se sent immature pour être père. Tombé «croque» de Dany, il est devenu raide dingue de Stéphanie, sa fille née d'un précédent mariage, qu'il a reconnue. Par la suite, le couple a adopté Yleng, une gamine qui a 63 ans aujourd'hui et qu'ils ont sortie d'un camp de réfugiés en

Thaïlande. «Elle est restée douze ans dans le cocon familial.» Dans les locaux de France Télévisions, le monument du PAF, à l'antenne depuis soixante ans, fait la retape pour son septième livre. Pull en cachemire, jeans et baskets sombres, il fait le show entouré de ses proches : Nelly son éternelle maquilleuse, Philippe-Alain, son beau-frère qui gère son business, et Claude son factotum depuis quarante ans. «Il faut confier les tâches importantes à ses proches ; eux vous disent la vérité au bon moment», plaide-t-il. Son besoin de toujours payer son tribut à sa tribu semble venir en droite de ligne de ses parents, grandis sur les décombres de l'Empire austro-hongrois. Lui, Abraham, médecin de campagne venu de la partie roumaine de la Bucovine, et elle, Lola, Viennoise de naissance, pétrie d'opéra et de littérature, infirmière qui a élevé ses trois fils. «Ma lignée vient des brumes du Nord, d'une tragédie totale qui génère l'anxiété maladive qui ne vous quitte jamais», dit-il joliment. «J'ai du mal à comprendre les Trump, Poutine, des personnages inouïs qui dirigent des pays qui ont l'arme nucléaire. Heureusement que mon père, qui avait peur que ça recommence, n'est pas là pour voir l'antisémitisme qui revient.» Si le 7 Octobre l'a horrifié, il n'en est pas moins indigné par la mort des civils et des enfants à Gaza. Agnostique, il se sent juif, mais pas menacé. Son paternel a décidé d'imposer la communion à ses enfants pour qu'ils soient le plus français possible, au grand dam de sa mère : «Tu t'appelles Abraham, et une partie de la famille vit en Israël», lui disait-elle.»

Au fil du temps, le Normand s'est mis à être (un petit peu) moins consensuel, à convoquer des politiques sur son canapé rouge et à vouloir être de plus en plus au centre de l'attention. «Plus important que mes invités ? Non, mais quand on est angoissé, on doute de tout. Depuis le début, je suis à la recherche d'une certaine légitimité», défend-il sans tout à fait convaincre. Cette évolution, même si elle est téléguidée par un besoin surnaturel d'exister, lui vaut dans la dernière ligne droite de sa carrière hors catégorie des papiers laudateurs dans une presse vite qualifiée d'intello. «Ces journaux me renvoient à ma mère qui les dévorait. Je suis attaché à cette gauche-là, celle de Léon Blum, ma mère appartenait au Front populaire et la famille Drucker a été naturalisée française en 1937», promet-il, comme un devoir de mémoire. Il s'interroge sur le fait de se soucier des autres et de gagner beaucoup d'argent. Dans la vie de tous les jours, il dispense des conseils médicaux que sa fréquentation assidue du personnel soignant lui permet.

Sur son divan écarlate, lors de grand-messes dominicales, Drucker confesse les âmes des vaches sacrées de l'entertainment («mon frère Jean disait toujours que c'est l'image qui fait durer, et depuis des années, je bosse dessus. Je veux prouver que je ne suis pas là par hasard.»). Quand on en vient inévitablement aux accusations visant Gérard Miller, son ex-chroniqueur, suspecté de comportements déplacés, d'agressions sexuelles et de viols, notamment sous hypnose, ou de sa proximité avec d'autres hommes de pouvoir (Depardieu, Poivre d'Arvor, Hulot), pareillement mis en cause, la tête de gondole de la chaîne publique se cabre un peu et sort les rames. «J'ignorais tout. Gérard aimait bien séduire, il a un côté rabelaisien et paillard, et l'époque ne le permet plus.» Avant de se reprendre quelque peu, conscient que cette logorrhée ne suffit plus : «Les violences faites aux femmes, je les ai découvertes dans les fermes de mon enfance. Etre fille-mère dans les années 1950 engrossée par des châtelains, c'était effrayant, insupportable, mon père en faisait accoucher. Que les femmes décident de parler, c'est parfaitement légitime. Les plateformes et les réseaux ont tout changé, tout se sait maintenant.»

En politique avisé, il a survécu à des dizaines de présidents du service public et même à un transfert express sur TF1 avant retour au bercail. Comme le violoniste Arthur Rubinstein qui donnait encore des concerts à plus de 80 ans, Michel Drucker ne se résout pas à raccrocher les gants. Sa fin de vie, il la souhaite comme celle de son père, parti six jours après son dernier accouchement. «La passion ne fatigue pas. Les anciens continuaient jusqu'au bout. Je veux mourir à la télé après le générique de fin.» Comme avec Dany Saval, c'est un coup de foudre irréversible. ♦

Par **MORGAN BELOUASSAA**
Photo **JÉRÔME BONNET. MODDS**